

Le Tableau de bord de l'attractivité de l'Europe¹

Invest in France
Invest in Germany
HEC Paris
ESCP-EAP Berlin

¹ Version en français du document original intitulé : *The European Attractiveness Scoreboard*.

Qu'est ce que le Tableau de bord de l'attractivité de l'Europe ?



L'Europe est le plus vaste marché du monde et dispose de grandes ressources naturelles, technologiques et humaines. Les pays européens se font une forte concurrence pour attirer les investissements et maximiser le potentiel d'activités de ces ressources. Cette concurrence relève du chacun pour soi, chaque pays essayant d'attirer l'investissement localement. Mais l'Allemagne et la France ont décidé en 2005 de collaborer et de vendre l'ensemble du site Europe aux investisseurs internationaux.

Cette idée de promouvoir l'Europe comme un tout, plutôt que comme une juxtaposition de pays membres, s'appuie sur de solides arguments économiques. Une bonne partie des pays européens emploient la même monnaie, l'euro, et en conséquence s'efforcent d'imaginer et d'appliquer des politiques budgétaires et fiscales propres à assurer la sûreté et la prédictibilité de leur devise. De plus, qu'ils soient ou non dans la zone euro, les gouvernements européens coopèrent de multiples façons pour améliorer l'environnement des affaires. L'harmonisation des lois, des règlements et des systèmes fiscaux, le développement concerté des grandes infrastructures, tout cela contribue à créer et moderniser le grand marché européen.

Pour les entreprises, de même d'ailleurs que pour les dirigeants politiques et syndicaux, l'Union européenne des 27 constitue aujourd'hui un ensemble de cinq cent millions d'habitants avec des besoins différenciés et des compétences multiples. Un projet d'investissement qui ne trouverait pas les conditions les plus favorables en France peut les trouver en Allemagne, en Italie ou dans un pays membre d'Europe centrale. L'Europe peut être un "guichet unique" qui offre aux investisseurs internationaux toute une panoplie d'opportunités, toutes situées au sein d'une économie sûre, stable et moderne. Pour cette raison, et pour aider les investisseurs internationaux à bien apprécier le potentiel d'investissement de l'Europe, les agences française et allemande de promotion des investissements ont créé le « *Tableau de bord de l'attractivité de l'Europe* ».

L'objet de ce tableau de bord est de mettre en évidence les avantages et les risques liés à un investissement en Europe de la façon la plus rigoureuse, en utilisant les données quantitatives et incontestables d'institutions internationales. Nous sommes persuadés que l'évaluation de l'attractivité de l'Europe par des données factuelles comme dans ce nouveau tableau de bord, plutôt qu'à partir d'enquêtes d'opinion sur petits échantillons, pourra convaincre les investisseurs internationaux des atouts du site Europe. Elaboré selon les standards de la rigueur académiques, le tableau de bord fournira un outil fiable pour la promotion de l'Europe en tant que lieu de production et de services. Il consiste en une sélection de 56 indicateurs choisis parmi les statistiques les plus reconnues internationalement. Il a été conçu en collaboration avec deux des meilleures écoles de management et de commerce, l'ESCP-EAP à Berlin et HEC à Paris. Les professeurs Herwig Haase (ESCP-EAP) et Michael Segalla (HEC) ont accepté d'examiner ce premier tableau de bord de l'attractivité de l'Europe selon les critères de l'objectivité académique et de son utilité en tant qu'outil pour les décisions des entreprises. Ces deux professeurs représentent des institutions qui forment les meilleurs managers en Europe. Grâce à cette collaboration, les investisseurs internationaux peuvent être assurés de retrouver dans le document rigueur, ouverture et objectivité.

Les investisseurs prennent leurs décisions de localisation en tenant compte des dimensions clés suivantes, passées successivement en revue dans le Tableau de bord :

- Marché et dynamisme des entreprises
- Ressources humaines
- Recherche et innovation
- Infrastructures
- Environnement administratif
- Coûts et fiscalité
- Énergie et développement durable
- Internet et TIC

Le Tableau de bord de l'attractivité compare l'Europe avec les autres grandes économies mondiales. Écartant les analyses trop locales, il considère l'Europe comme un tout, apportant ainsi un point de vue nouveau et utile aux investisseurs dont les filiales tireront en fait partie de l'ensemble des ressources combinées des différents pays membres. Prendre un tel point de vue global, dans une première approche, évite de se perdre dans les détails des particularités locales ou propres à un nombre limité de pays. Il permet de se concentrer sur les facteurs essentiels au succès d'un investissement dans le cadre d'une stratégie mondiale. Il permet en fait de rendre l'Europe visible aux yeux des investisseurs. Nous croyons que cette visibilité permettra aux investisseurs internationaux, aux entrepreneurs et aux cadres dirigeants des entreprises de mieux apprécier le dynamisme du marché européen. Le Tableau de bord de l'attractivité de l'Europe sera produit annuellement afin de suivre les progrès de l'économie européenne.

Résumé des conclusions

L'Union européenne : un marché de plus en plus important, des entreprises dynamiques

Avec un PIB de plus de 14 000 milliards de dollars en 2006, le marché de l'Union européenne est plus grand que celui des Etats-Unis (13 000 milliards) et dépasse de loin tout autre marché. Bien que sa croissance ait été modeste entre 2001 et 2006, sa valeur s'est tout de même accrue de 1 500 milliards d'euros. Du fait que la valeur de l'euro a augmenté, cela représente un accroissement de 6 000 milliards de dollars. En comparaison, le marché américain a augmenté sur la même période de 3 000 milliards de dollars, celui de la Chine et de l'Inde ensemble de 2 000 milliards de dollars, tandis que celui du Japon n'augmentait que de 300 milliards de dollars. L'Europe est un marché dynamique fortement soutenu par les dépenses des consommateurs, en particulier dans des secteurs clés comme l'automobile et les articles de soins personnels, deux exemples parmi d'autres où le marché européen égale ou dépasse tous les autres. L'Europe est le champion mondial des exportations de biens et services, y compris dans le domaine de la haute technologie. Les échanges commerciaux intra-européens sont encore plus spectaculaires : tout site situé en Europe garantit un accès facile à l'ensemble du marché commun.

Plus d'entreprises sont cotées sur les bourses européennes que nulle part ailleurs, et un aussi grand nombre d'entreprises leaders mondiales sont basées en Europe qu'aux Etats-Unis. Les entreprises européennes jouent d'ailleurs un rôle prépondérant dans les investissements directs étrangers, y compris en investissant en Asie, aux Etats-Unis et en Europe de l'Est.

Le meilleur endroit où trouver une main-d'œuvre hautement qualifiée et des impatients de talent

La population active de l'Europe est riche d'un grand nombre de chercheurs et de diplômés des formations technologiques. En comparaison de la plupart des autres régions, les Européens travaillent moins d'heures dans l'année mais avec productivité très élevée. D'autre part, les conflits du travail dans le secteur privé y sont plutôt plus rares. Après une longue période pendant laquelle les Européens ont estimé que l'amélioration de la qualité de vie passait par moins de travail, ils tendent aujourd'hui - au travers des nouvelles réglementations légales ou par les accords privés récents - à stabiliser leurs pratiques entre 35 et 40 heures par semaine en moyenne. L'Europe est très attractive également pour les personnes hautement qualifiées : elle vient juste après l'Amérique comme principale destination des talents mobiles. Fait moins connu, l'Union européenne attire plus d'étudiants étrangers que les Etats-Unis.

Une puissance scientifique

Bien que la R&D et les investissements dans la connaissance représentent en Europe une moindre part du PIB qu'aux Etats-Unis ou qu'au Japon, les chercheurs européens sont à la pointe de l'innovation dans de nombreux domaines. L'Europe est en fait un champion mondial de la production scientifique. Les Etats-Unis sont à la traîne en nombre d'articles scientifiques, mais la dépasse en termes de citations. Sur longue période, l'Europe et les Etats-Unis tendent à déposer des nombres comparables de brevets mondiaux. Les Etats-Unis ont nettement dépassé l'Europe dans les années récentes, mais l'écart ne doit pas être surestimé et peut être comblé, comme il l'avait été au début des années 1990.

Des infrastructures réputées assurent un accès fluide aux marchés européens et au-delà

Les réseaux de transport européens sont parmi les meilleurs au monde, assurant un accès efficace au marché unique européen et au-delà. A la différence des Etats-Unis, qui ont un réseau exceptionnel de transports aériens, l'Europe bénéficie à la fois d'un système de voyages aériens développé et d'un réseau ferroviaire de grande qualité, dont le joyau est le célèbre réseau pan européen de voies à grande vitesse, réseau qui continue à s'étendre. Enfin, l'infrastructure portuaire européenne de trafic de conteneurs est seconde au monde après celle des ports chinois.

L'environnement européen des affaires est favorable aux entreprises

La réglementation du travail est différente d'un pays européen à l'autre. Cependant ces différences intra-européennes sont à relativiser, en comparaison du modèle américain et de ses variantes inter étatiques. La Banque Mondiale, dans son examen systématique de l'environnement administratif des affaires, situe l'Europe au premier rang dans de nombreux domaines réglementaires, ou juste après les Etats-Unis dans certains cas.

L'Union européenne offre aux entreprises un large éventail de combinaisons coût-efficacité

Les politiques fiscales diffèrent également d'un pays européen à l'autre. L'Union européenne, c'est tout à la fois un marché riche et mature dans sa partie ouest et un marché émergent dans sa partie est en phase de rattrapage rapide. En conséquence, l'Union européenne offre aux entreprises un large éventail de combinaisons coût-efficacité, avec des pays à bas coûts salariaux et des sites à coûts élevés mais de haute valeur ajoutée. La fiscalité relativement élevée de plusieurs pays ouest-européens y contribue à maintenir un excellent environnement technique et social.

Les pays européens œuvrent en faveur du développement durable dans l'industrie et la technologie

L'Union européenne promeut activement les activités et les technologies favorables au développement durable. Elle diminue ses émissions de gaz à effet de serre et réalise plus de R&D que les autres régions dans le domaine des énergies renouvelables. Ceci dit, les pays développés d'Asie font mieux en matière de recyclage des produits industriels.

L'Union européenne, site incontournable pour les entreprises des TIC

Contrairement aux idées toutes faites, les indicateurs montrent que les pays européens dépensent et investissent plus en technologies de l'information et de la communication (TIC) que les Etats-Unis et ont relativement plus de brevets liés aux TIC que ce pays. Le marché européen des TIC est le plus grand au monde. Dans le détail, le marché européen des télécommunications devance de loin celui des Etats-Unis (31% du marché mondial contre 20%), tandis que le marché américain l'emporte pour l'informatique (37% contre 35%). L'Europe a le plus fort taux au monde d'abonnés au téléphone mobile, ce qui la rend ouverte aux nouvelles formes du e-commerce.

Note sur la composition de l'Union européenne : au 1er janvier 2007, l'Union s'est élargie à 27 pays. Cependant, la plupart des indicateurs ne sont disponibles que pour 2006 ou les années antérieures et donc ne concernent que 25 pays membres (**UE-25**, ou **UE**, pour simplifier).

Dans quelques cas, il peut être utile de distinguer entre les pays européens occidentaux (**UE-15** : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède) et les membres plus récents d'Europe centrale et baltique (**UE-10** : Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, et deux îles méditerranéennes – Chypre et Malte). La dernière vague d'élargissement a vu l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie (pays inclus dans l'**UE-27**).

La **zone euro** comprend à ce jour 13 membres : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Slovénie).

Dans certains cas, les sources utilisées peuvent ajouter quelques pays voisins (Suisse et Norvège), et dans un cas exceptionnel la Turquie et la Russie (source IBM-PLI sur les projets d'investissements étrangers).

Note méthodologique : Cette étude utilise tantôt des valeurs moyennes tantôt des médianes pour caractériser l'Union européenne, selon ce qui représente le mieux la réalité dans le domaine considéré.

Crédits:

Rédacteurs en chef :

Edouard Mathieu (Agence française pour les investissements internationaux - AFII)

Tilo Mandry (Agence allemande de promotion des investissements - IiG)

Appui scientifique :

Michael Segalla (HEC Paris)

Dr. Herwig E. Haase (ESCP-EAP Berlin)

Christoph Schmierer (ESCP-EAP Berlin)

Anglais de la version originale

VO Paris

Création graphique :

Sphère Publique (Paris)

Version française

Edouard Mathieu (AFII)

Contacts et informations :

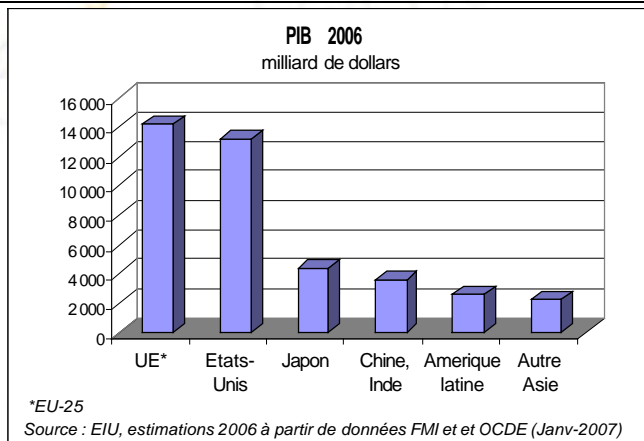
Edouard Mathieu edouard.mathieu@investinfrance.org

Tilo Mandry mandry@invest-in-germany.com

Liste des indicateurs

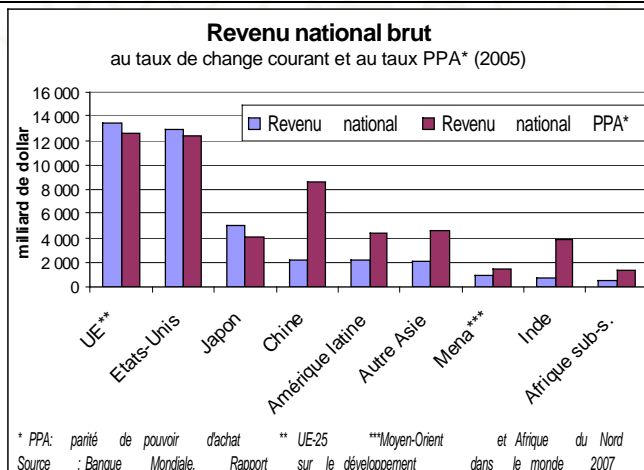
n°	Thème	Indicateurs
1	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.1. PIB (en dollar) 2006
2	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.2. PIB en PPA (2005)
3	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.3. Extension du marché 2001-2006 en dollar courant
4	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.4. Extension du marché 2001-2006 en euro courant
5	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.5. Richesse : Croissance réelle du PIB par tête 2001-2005
6	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.6. Population – dont moins de 15 ans...
7	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.7. Immatriculations de voitures neuves 2001-2006
8	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.8. Marché des produits cosmétiques et de toilette 2001-2006
9	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.9. Pouvoir d'achat des classes moyennes 2000-2007
10	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.10. Pays leaders à l'exportation 2005
11	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.11. Exportations de haute technologie
12	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.12. Palmarès mondial des entreprises
13	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.13. IDE entrants 2005
14	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.14. Investissement étranger greenfield 2005
15	I. Marché et dynamisme des entreprises	1.15. Investissement étranger par fonction d'entreprise 2005
16	II. Ressources humaines	2.1. Population active totale 2005
17	II. Ressources humaines	2.2. Chercheurs
18	II. Ressources humaines	2.3. Diplômés du supérieur en sciences et technologies
19	II. Ressources humaines	2.4. Heures effectives de travail 2006
20	II. Ressources humaines	2.5. Productivité du travail
21	II. Ressources humaines	2.6. Grèves : jours perdus pour 1000 employés
22	II. Ressources humaines	2.7. Impatriés hautement qualifiés
23	II. Ressources humaines	2.8. Etudiants étrangers dans l'enseignement supérieur
24	III. Recherche et innovation	3.1. L'investissement dans la connaissance, en % du PIB
25	III. Recherche et innovation	3.2. Dépenses de R&D, total et en % du PIB
26	III. Recherche et innovation	3.3. Financement public de la R&D des entreprises
27	III. Recherche et innovation	3.4. Production scientifique 2006 - Articles et citations
28	III. Recherche et innovation	3.5. Brevets triadiques
29	IV. Infrastructures	4.1. Autoroutes
30	IV. Infrastructures	4.2. TGV
31	IV. Infrastructures	4.3. Trafic portuaire de conteneurs
32	IV. Infrastructures	4.4. Transport aérien
33	V. Environnement administratif	5.1. Réglementation du travail 2006
34	V. Environnement administratif	5.2. Facilité de création d'une entreprise 2006
35	V. Environnement administratif	5.3. Obtention d'un permis de construire 2006
36	V. Environnement administratif	5.4. Enregistrement de la propriété 2006
37	V. Environnement administratif	5.5. Obtention d'un crédit 2006
38	V. Environnement administratif	5.6. Places financières (déc. 2006)
39	V. Environnement administratif	5.7. Paiement des impôts (2006)
40	V. Environnement administratif	5.8. Procédures douanières à l'export (2006)
41	VI. Coûts et fiscalité	6.1. Taux nominaux de l'impôt sur les sociétés (1993-2006)
42	VI. Coûts et fiscalité	6.2. Prélèvements fiscaux sur les entreprises
43	VI. Coûts et fiscalité	6.3. Rémunération du travail ouvrier
44	VI. Coûts et fiscalité	6.4. Rémunération dans les activités de services
45	VI. Coûts et fiscalité	6.5. Rémunération des cadres
46	VII. Energie et développement durable	7.1. Emissions de CO2
47	VII. Energie et développement durable	7.2. Recyclage du papier et du carton
48	VII. Energie et développement durable	7.3. Prix de l'électricité pour l'industrie
49	VII. Energie et développement durable	7.4. R&D sur les énergies renouvelables
50	VIII. Internet et TIC	8.1. Utilisation des TIC en % du PIB
51	VIII. Internet et TIC	8.2. Emplois mettant en œuvre les TIC
52	VIII. Internet et TIC	8.3. Brevets liés aux TIC déposés à l'OEB
53	VIII. Internet et TIC	8.4. Marché mondial des TIC par région
54	VIII. Internet et TIC	8.5. Utilisateurs d'Internet
55	VIII. Internet et TIC	8.6. Pénétration de l'Internet haut débit
56	VIII. Internet et TIC	8.7. Développement du eCommerce : abonnés au téléphone mobile

I Marché et dynamisme des entreprises

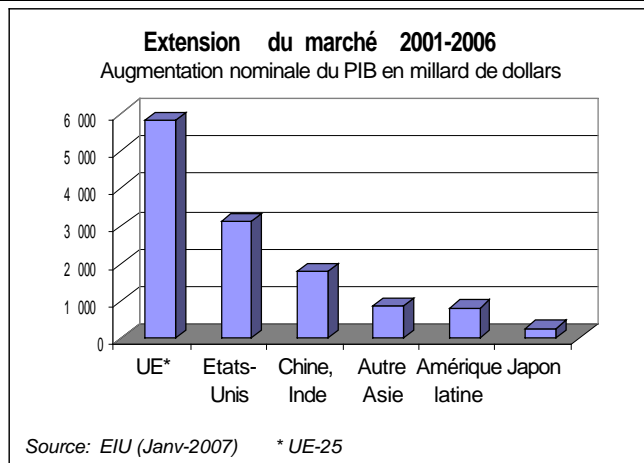


La taille du marché et les parts de marché constituent l'une des principales motivations des investissements. La taille de l'économie européenne est un facteur important qui attire l'investissement étranger. Les investisseurs avertis savent que les performances globales de l'économie européenne en ont fait le principal marché au monde. Avec un PIB de 14 200 milliards de dollars en 2006, il est plus grand que le marché américain (13 200 milliards). L'UE-15 (l'Union avant son élargissement) était déjà d'une taille comparable aux Etats-Unis. La zone euro à elle seule représente environ les trois-quarts de la taille du marché des Etats-Unis.

Le marché intérieur de l'UE a atteint un haut niveau d'intégration. Beaucoup de barrières ont été éliminées. Bien sûr, les langues, les réglementations et les goûts des consommateurs tendent à fragmenter les marchés. Mais les entreprises peuvent se faire concurrence dans un cadre commun, transparent et juste.

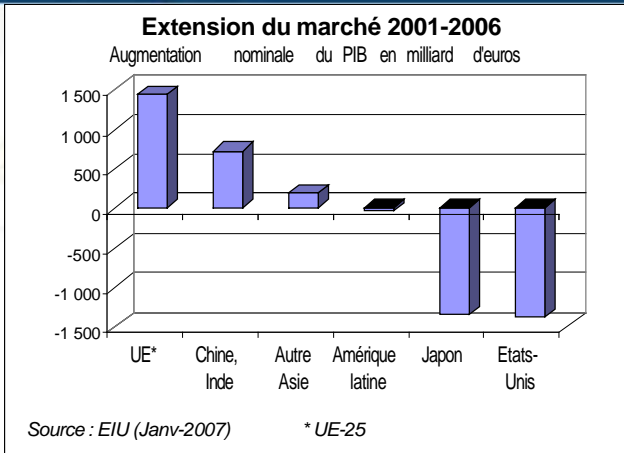


La mesure du revenu national de l'Europe, soit par le revenu national brut traditionnel, soit **en parité de pouvoir d'achat** (PPA) montre clairement que l'Union européenne est l'égale des Etats-Unis et bien devant toutes les autres régions. Le calcul en PPA tend à grossir le revenu des pays en développement, puisque il tient compte de ce qu'un dollar pourrait acheter dans leurs marchés. L'utilisation des PPA classe la Chine au troisième rang de l'économie mondiale, après l'Union européenne et les Etats-Unis mais devant le Japon.



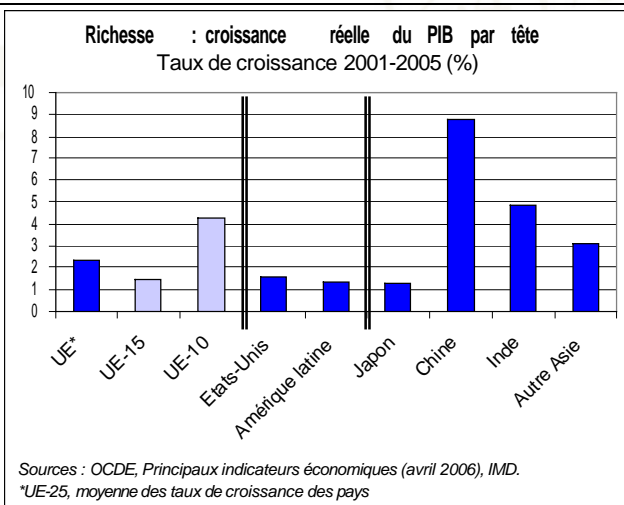
Les comparaisons internationales de croissance économique dépendent également des taux de change. Au cours des cinq dernières années, l'Europe n'était certainement pas le moteur de la croissance mondiale et la force de l'euro a pu déprimer dans une certaine mesure les exportations européennes. Mais la valeur du marché européen s'est néanmoins accrue de 1 500 milliards d'euros entre 2001 et 2006. Comme la valeur de l'euro a beaucoup augmenté, cela signifie que le poids du marché européen s'est accru de 6 000 milliards de dollars. En comparaison, les Etats-Unis ont vu leur marché augmenter de 3 000 milliards de dollars seulement, la Chine et l'Inde ensemble de 2 000 milliards de dollars et le Japon de moins de 300 milliards de dollars sur la même période.

Au cours de la seule année 2006, le marché de l'Union européenne a plus augmenté de valeur que celui des Etats-Unis, deux fois plus que celui de la Chine et quatre fois plus qu'en Inde, sans que les variations de change jouent un rôle aussi déterminant.



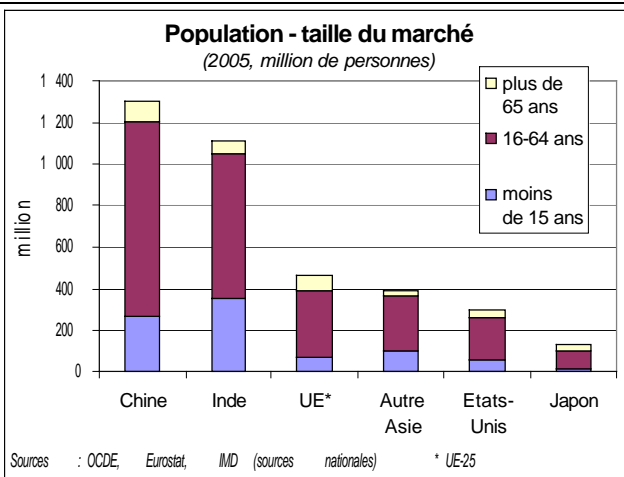
Traduit en euros au taux de change courant, l'accroissement du marché chinois demeure impressionnant, avec une augmentation de 600 milliards d'euros entre 2001 et 2006. La croissance réelle de l'économie chinoise a été suffisante pour compenser la tendance à la baisse du taux de change yuan / euro. Néanmoins, l'accroissement du poids des deux plus grandes économies asiatiques – prises ensemble – est largement dépassé sur la période par la performance du marché européen, en dépit de leur taux de croissance réelle bien supérieur.

Les évaluations en euros mettent en évidence un déclin marqué du poids du Japon et des Etats-Unis dans les marchés mondiaux. Le marché américain n'a pu conserver de son importance qu'au prix d'un très fort déficit de la balance commerciale.



L'Europe est un marché de référence, et les Européens sont parmi les consommateurs au pouvoir d'achat le plus élevé. De plus, dans plusieurs pays membres, la **croissance réelle du PIB par tête** augmente plus vite que dans n'importe quel autre pays industrialisés. C'est en particulier le cas pour les plus récents pays membres qui sont engagés dans un processus rapide de rattrapage.

La diversité de son marché intérieur constitue l'un des avantages spécifiques de l'Europe. L'Union européenne combine un marché riche et mature à l'ouest et un marché émergent dynamique à l'est.

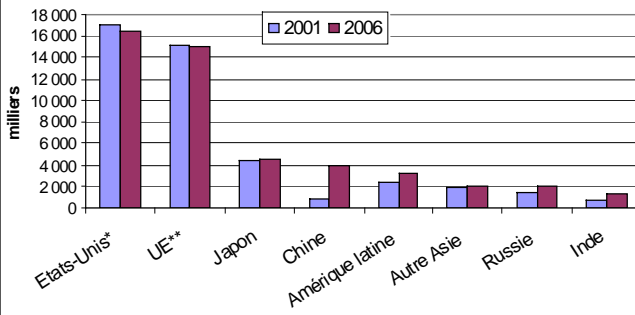


La Roumanie et la Bulgarie ont rejoint l'Union européenne au 1^{er} janvier 2007, faisant passer sa **population** à 493 millions d'habitants. C'est la 5^{ème} région du monde pour la population, après la Chine, l'Inde, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes. De plus, l'Union européenne est liée à ses voisins, comme la Norvège et la Suisse, par de multiples accords qui facilitent les échanges économiques et scientifiques et toutes sortes de contacts d'affaires.

L'Union européenne est riche de 80 millions de jeunes – ce qui est moins que dans les pays d'Asie ou d'Amérique latine, mais qui fait 25% de plus qu'aux Etats-Unis. Ce nombre élevé de jeunes sera le moteur de la croissance future de l'économie européenne.

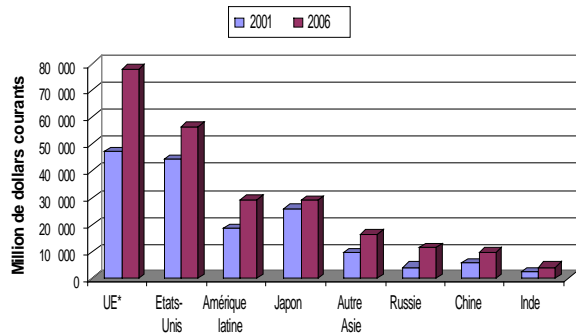
Le vieillissement de la population signifie que les Européens vivent plus longtemps, et les personnes âgées bénéficient en Europe d'un pouvoir d'achat plus élevé que dans d'autres régions. En conséquence, de nouveaux marchés surgissent et se développent dans les produits de santé et les services à la personne.

Immatriculations de voitures neuves



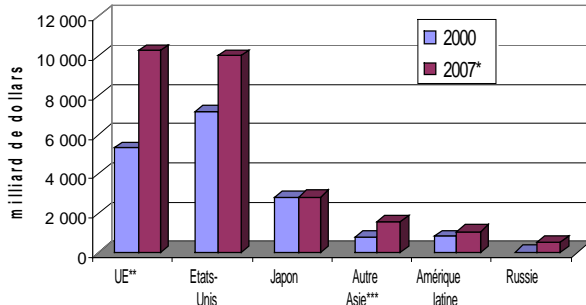
*Etats-Unis : y compris camions légers et SUV (sport utility vehicles) **UE-25
Source : EIU (Janv-2007)

Marché des produits cosmétiques et de toilette



Source : EIU (Janv-2007) *UE-25

Revenu total des ménages gagnant plus de 10 000 dollars par an



*2007 : prévision EIU
UE : UE-25, Norvège, Suisse *Autre Asie : y compris Chine, Inde, Corée
Source : EIU, Indicateurs de marché et prévisions (janv-2007)

Bien que la croissance du marché automobile chinois soit particulièrement impressionnante, les Etats-Unis et l'Union européenne demeurent les deux principaux marchés mondiaux et les principales bases de production pour les **véhicules particuliers**. Les Etats-Unis mènent d'une courte tête, avance liée à la prise en compte des véhicules utilitaires légers et des SUV dans les données.

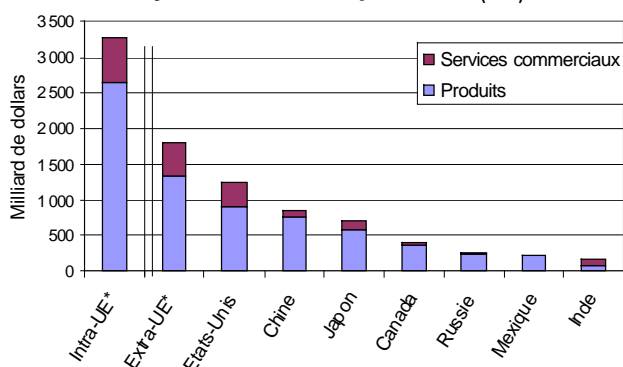
Le marché européen est particulièrement compétitif et fractionné en de nombreux segments. Les voitures à bas prix ont du succès dans certaines parties du marché, et beaucoup d'autres Européens valorisent les qualités techniques de leur véhicule et non seulement le prix. Pour ces raisons, les principaux constructeurs mondiaux ont des sites de production en Europe.

Dans les **produits cosmétiques et de toilette**, c'est en Amérique latine, en Russie et en Chine que l'on trouve les taux de croissance les plus élevés, du fait de l'élévation du niveau de vie, de l'urbanisation croissante et d'une plus grande attention à marquer son statut social. Mais l'Europe demeure de très loin le principal marché au monde pour les produits de soins personnels. La plupart des marchés européens sont mûrs et compétitifs, avec un goût marqué pour les produits nouveaux. Les consommateurs sont disposés à payer plus pour des produits à haute performance s'ils peuvent en constater la valeur ajoutée – par exemple dans les marchés en croissance liés au vieillissement ou les produits de protection solaire.

Les entreprises sont attirées par les économies émergentes notamment à cause de leurs **classes moyennes** dont le pouvoir d'achat croît rapidement. Seul ce segment de la population peut s'offrir des marchandises comme les voitures ou les produits de luxe. Cependant, la plupart des ménages qui gagnent plus de 10 000 dollars par an vivent encore en Europe et aux Etats-Unis. En 2006, quelque 95% des ménages européens et américains gagnaient plus de 10 000 dollars par an, à comparer à seulement 2% des ménages chinois et 3% des ménages indiens. Heureusement, ces pourcentages augmentent rapidement. De plus, un seuil de 10 000 dollars est équivalent à 40 000 dollars en Chine et à environ 50 000 dollars en Inde quand on le traduit selon la parité de pouvoir d'achat (PPA).

Comme observé à propos du PIB total, le pouvoir d'achat des Européens a rapidement rattrapé le revenu nominal des ménages américains entre 2000 et 2007, du fait de la force de l'euro.

Pays leaders à l'exportation (2005)



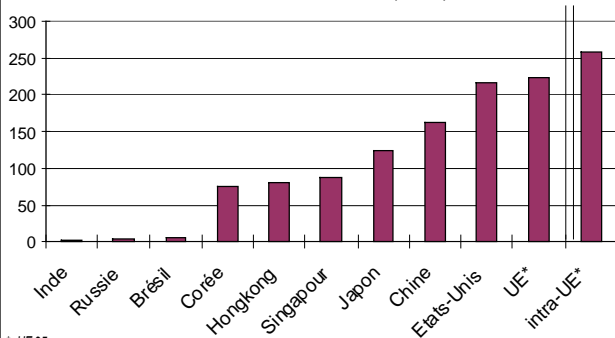
Source : OMC, Statistiques du commerce international 2006

L'Union européenne est le **premier exportateur mondial de biens et services**. En 2005, ses exportations se sont élevées à 1 800 milliards de dollars, bien devant les Etats-Unis (1 250 milliards), la Chine (850 milliards) et le Japon (700 milliards).

De plus, la valeur des échanges commerciaux entre les états membres de l'Union européenne (UE) est deux fois plus élevée que le commerce hors d'Europe, ce qui est un bon indice d'intégration du marché unique.

Ceci prouve également que la localisation d'un site de production dans n'importe lequel des états membres sert de tremplin vers l'ensemble du marché européen.

Exportations en haute technologie en milliard de dollars (2004)



* UE-25

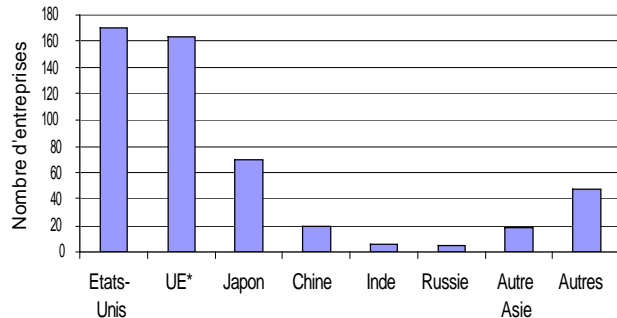
Source : Eurostat, Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2006

Le volume du **commerce extérieur en haute technologie** (incluant les exportations de produits aéronautiques, électroniques, pharmaceutiques et chimiques) est très comparable entre les Etats-Unis et l'Europe.

Par contre, la structure des exportations européennes est bien plus diversifiée, car l'Europe a un nombre très élevé de pôles de compétitivité industrielle. Ces « clusters » sont bien connus pour leurs effets de contagion technologique, attirant d'autant plus les investisseurs internationaux.

Les marchés de la haute technologie sont cependant très concurrentiels et présentent de nombreux défis. En conséquence, la présence d'entreprises internationales en Europe est un avantage. Dans les faits, presque toutes les entreprises leaders du high-tech ont des centres de recherche en Europe.

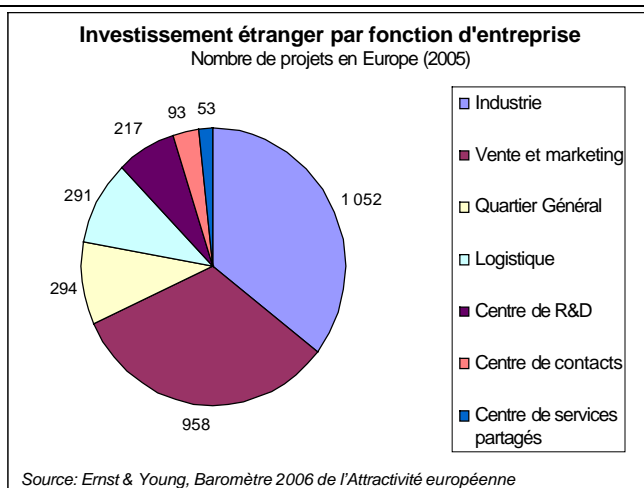
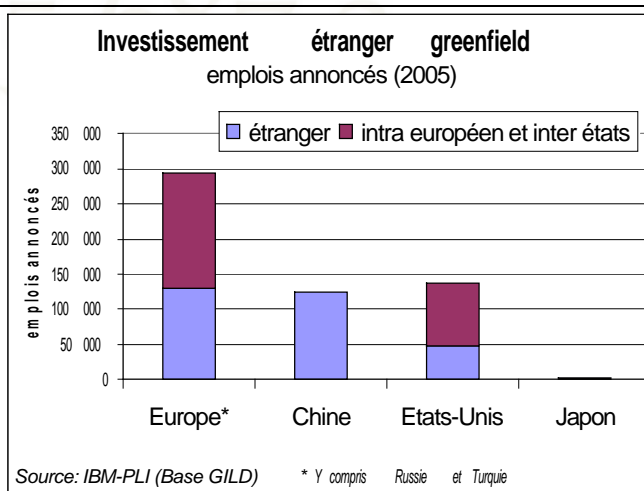
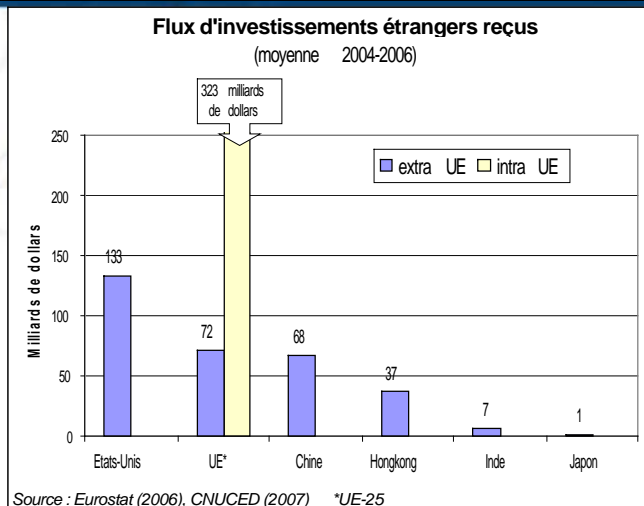
Top 500 des entreprises mondiales classées par chiffre d'affaires et par pays (2006)



Source : Fortune Global 500 (2006) *UE-25

Dans les classements selon le chiffre d'affaires mondial, les entreprises européennes sont pratiquement aussi nombreuses que les américaines. Cette réalité est peu connue, car l'« équipe européenne » est le plus souvent considérée à la lumière de ses 27 joueurs individuels. Cette similarité explique d'ailleurs en grande partie pourquoi l'Union européenne et les Etats-Unis sont chacun pour l'autre le principal partenaire pour le commerce et l'investissement.

La grande majorité des « entreprises transnationales » – selon la terminologie de la CNUCED – sont européennes. Ceci est un témoignage supplémentaire de l'intégration du marché européen : les entreprises européennes ne font pas que commercer avec les pays voisins ; elles y créent aussi des filiales. Cette structure pan européenne des entreprises les aident à exporter et investir plus loin, sur tous les continents.



La Chine est devenue un concurrent important des Etats-Unis et de l'Europe pour les **investissements directs étrangers (IDE)**. Cette concurrence s'exerce à l'échelle continentale, et n'est pas seulement un défi pour chaque pays européen pris individuellement. Cependant, chaque état membre présente ses propres avantages comparatifs pour les IDE – soit dans une catégorie particulière de produits ou services, soit pour des fonctions spécifiques d'entreprise. L'émergence de la Chine en tant qu'économie puissante offre également aux entreprises européennes de nombreuses opportunités. Quant au Japon, il n'est pas aussi ouvert aux projets étrangers que l'Union européenne et les Etats-Unis – en dépit d'efforts récents.

Au cours des trois dernières années, les flux d'IDE intra-européens se sont accrus spectaculairement, du fait des progrès de l'intégration de l'économie européenne et de son élargissement. Ces flux internes ne sont pas pris en compte dans les comparaisons entre l'Europe et les Etats-Unis, car les flux d'investissement entre états américains ne font pas l'objet d'un recensement dans les balances de paiements (en dépit de la vive concurrence que se font les états fédérés).

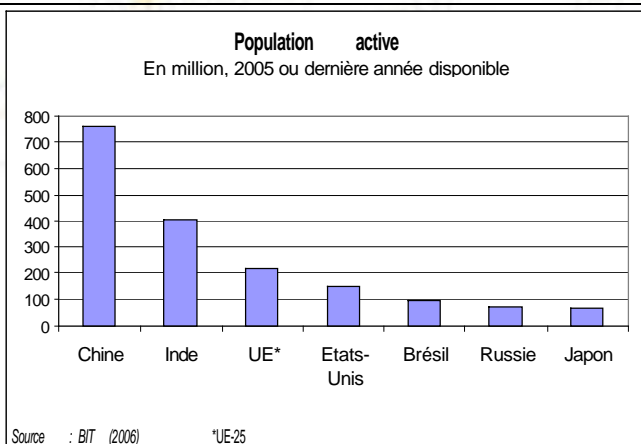
L'Europe est un marché en mouvement, dans lequel de nombreux **projets d'investissement étranger** se réalisent chaque année. Le très grand nombre d'emplois annoncés dans des projets d'investissement internationalement mobiles prouve l'attractivité de l'Europe autant pour les investisseurs étrangers à l'union que pour les investisseurs intra-européens. Cependant, comme on peut s'y attendre, les projets intra-européens sont plus nombreux que les projets des investisseurs non européens (56% contre 44%). Ce résultat concernant l'emploi est cohérent avec le résultat trouvé pour les valeurs des IDE.

Le nombre total d'emplois associés aux investissements internationalement mobiles est beaucoup plus élevé en Europe qu'aux Etats-Unis. Contrairement aux statistiques d'IDE, les enquêtes sur les projets d'investissement « greenfield » et les extensions de sites recensent les flux entre les états fédérés américains. La part relative des investissements intra et des investissements extra-européens est très comparable à ce qui est observé aux Etats-Unis (où 64% des emplois annoncés viennent d'investisseurs intra-Etats-Unis, à comparer à 56% en intra-européens).

L'investissement étranger est de moins en moins industriel et de plus en plus dans les services. Depuis 2005, les projets d'investissement étrangers entrants en Europe sont plus nombreux dans les fonctions de services (55%) que dans les fonctions industrielles (45%), selon le recensement quantitatif d'Ernst & Young. Cependant, les projets industriels (logistique incluse) fournissent toujours plus d'emplois en moyenne que les projets étrangers dans les services.

En définitive, les principaux moteurs du commerce extérieur et de l'investissement étranger en Europe sont l'ouverture, la stabilité et la transparence de son économie.

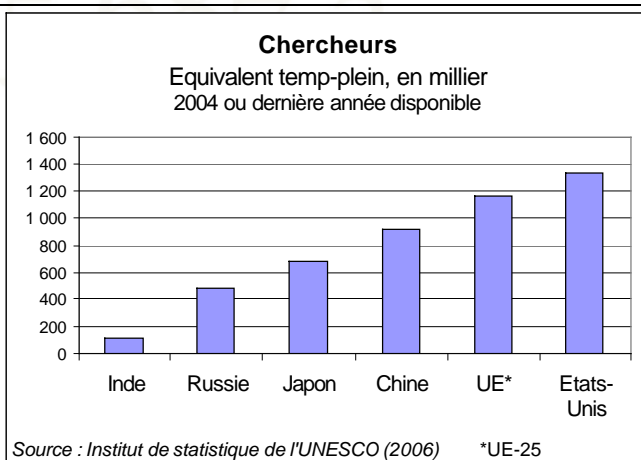
II. Ressources humaines



Les populations actives sont à l'évidence en relation avec les populations totales. Cependant, du fait d'un meilleur taux d'emploi qu'en Inde, la force de travail de l'Union européenne parvient à atteindre plus de la moitié de la force de travail indienne. Les taux d'emplois se comparent moins favorablement avec la Chine.

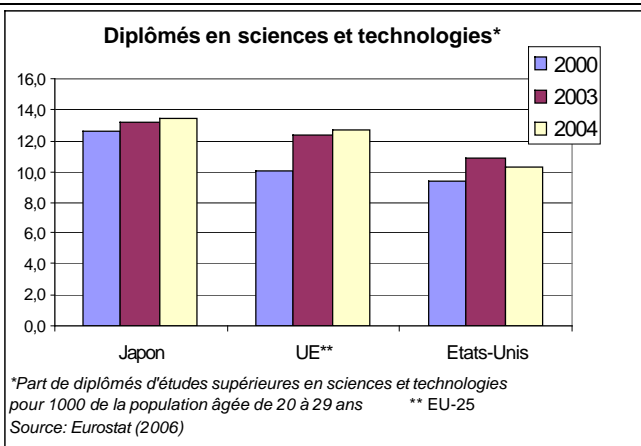
However, because of a better employment rate than in India, the EU workforce is still more than half India's workforce. Employment rates are less favourable compared with China.

La mondialisation a ouvert le marché du travail : la Chine et l'Inde ont encore de grandes réserves de main d'œuvre et sont en voie de rattrapage en termes de qualifications et d'accroissement des salaires. Ces niveaux sont par contre relativement stables en Europe.



Le **nombre de chercheurs** est important pour assurer la capacité d'innovation d'un pays et contribuer ainsi à son bien-être économique. Dans ce domaine, les économies émergentes sont particulièrement dynamiques. La Chine a déjà dépassé le Japon, tandis que l'Inde reste encore loin derrière.

Les chercheurs à haut potentiel sont attirés par les centres d'excellence. Les entreprises ont également besoin de s'y implanter afin de satisfaire leurs besoins en connaissances de pointe et de se brancher sur les informations qui y circulent.

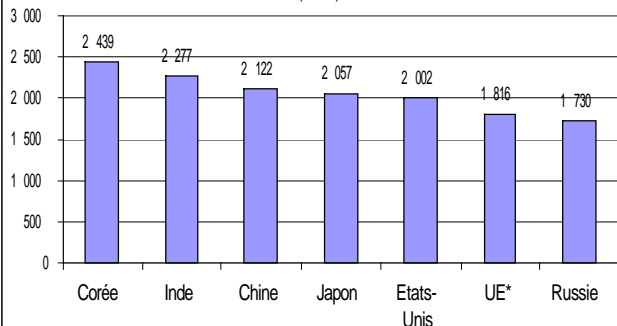


Le nombre de **diplômés en sciences et technologies** est l'un des points forts de l'Europe. Ces diplômés sont particulièrement utiles pour les projets innovants des investisseurs étrangers. C'est toujours un défi que de trouver et mobiliser un personnel d'un niveau scientifique élevé et ayant une bonne formation technologique, et l'Europe est bien positionnée en ce domaine.

Dans les pays moins développés, les diplômés en sciences et technologies ne représentent qu'une petite proportion de la population, tandis que dans les pays industrialisés beaucoup d'étudiants préfèrent viser d'autres fonctions parfois plus rémunératrices.

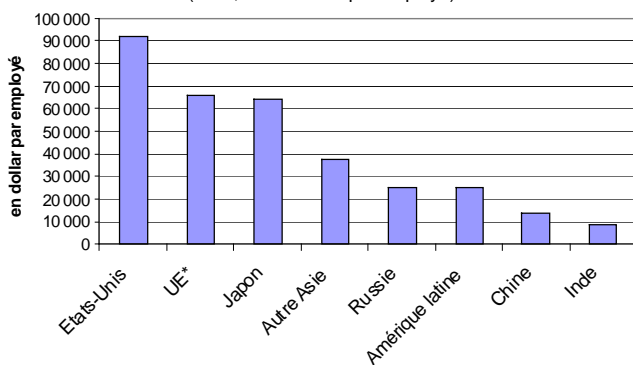
Dans l'Union européenne, le pourcentage de diplômés d'études supérieures en sciences et technologies est encore en augmentation parmi les jeunes (12% en 2004). Il est plus élevé qu'aux Etats-Unis et à peu près au même niveau qu'au Japon.

Nombre d'heures travaillées par an
(2006)



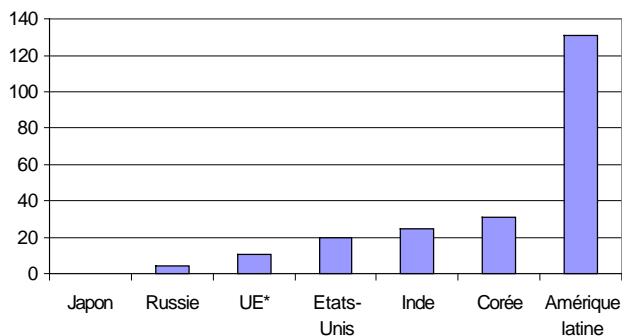
Source : UBS, IMD en ligne (mise à jour Déc-2006) *UE-25 (médiane)

Productivité par personne employée
(2006, PIB en PPA par employé)



*UE-25
Source : EIU (Janvier 2007)

Grèves : jours perdus pour 1000 employés
(par an, moyenne 2000-2004)



Source : IMD en ligne (mise à jour Mai 2006), tiré du BIT, Annuaire des statistiques du travail et sources nationales *UE-25, médiane

Le **nombre d'heures travaillées annuellement** tend à être moindre en Europe que dans d'autres régions du monde. La question de savoir si ce résultat reflète un goût plus prononcé pour la qualité de vie et le loisir ou s'il résulte d'une réglementation du marché de l'emploi trop rigide est un sujet très débattu.

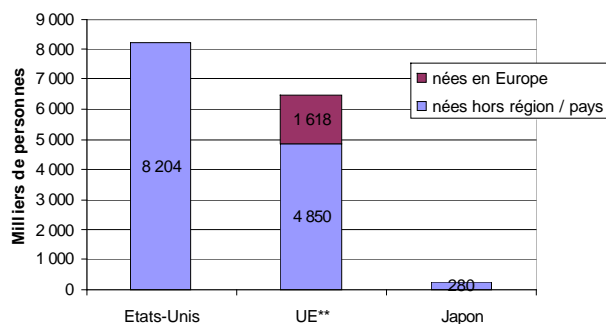
Quoi qu'il en soit, la tendance de long terme - observée jusqu'ici - à une diminution des heures de travail s'est interrompue sous l'effet, en particulier, des contraintes financières nées du vieillissement de la population. Les mesures nouvelles adoptées dans la plupart des pays européens, y compris sous forme de contrats privés - tendent toutes à établir des heures de travail longues.

La **productivité du travail** est très élevée globalement en Europe, même si les Etats-Unis font mieux. En fait, des écarts importants existent entre les pays membres, certains pays occidentaux aux coûts salariaux élevés étant aussi les plus productifs au monde en termes de productivité par tête et de productivité horaire.

Les données disponibles sur les **conflits du travail** ne sont pas entièrement comparables au niveau international, du fait de différences dans les définitions et les réglementations, notamment sur la durée minimale des grèves recensées.

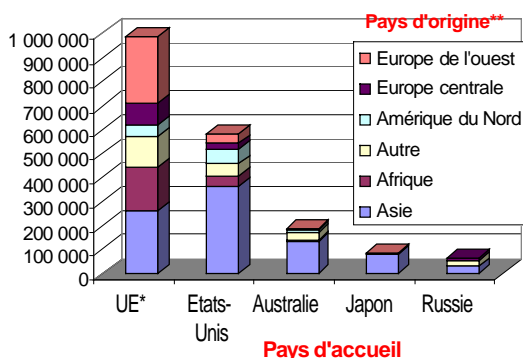
Cependant, les entreprises peuvent se fier à la conclusion générale que les grèves dans le secteur privé sont habituellement moins fréquentes en Europe que sur le continent américain. Ceci est en partie la conséquence de l'équilibre social reconnu des systèmes économiques européens.

Impatriés : Personnes nées à l'étranger ayant atteint un niveau d'éducation supérieure* (2004)



* Formations universitaires et techniques, recherche (niveaux d'éducation 5A, 5B et 6)
Source : OCDE, Perspective des migrations internationales SOPEMI 2006 ** UE-25

Etudiants étrangers accueillis dans l'enseignement supérieur (2003)



*UE : universités de l'UE-15 ** Citoyenneté
Source : OCDE, Regards sur l'éducation 2005

Les **expatriés hautement qualifiés** sont attirés prioritairement par les Etats-Unis, historiquement un pays d'immigrants. Mais l'Union européenne est une évidente alternative pour l'élite des compétences mondiales : aujourd'hui, près de 5 millions de non Européens d'un niveau d'éducation supérieure y vivent.

De plus, beaucoup d'Européens hautement qualifiés ont choisi de vivre et travailler dans un autre pays européen que celui où ils sont nés. Bien que l'on ne dispose pas de comparaison avec les mouvements de personnes similaires entre états fédérés américains, ces données témoignent d'une mobilité intérieure croissante en Europe, en dépit de la multiplicité des langues.

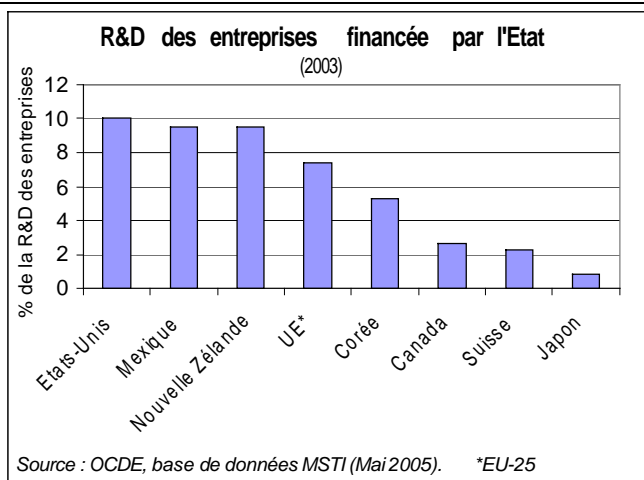
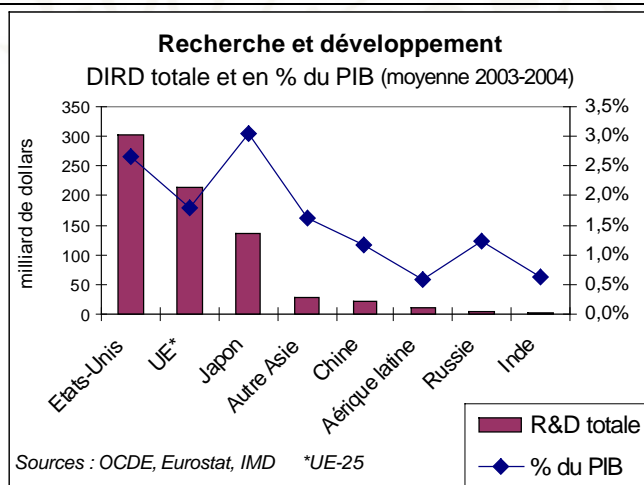
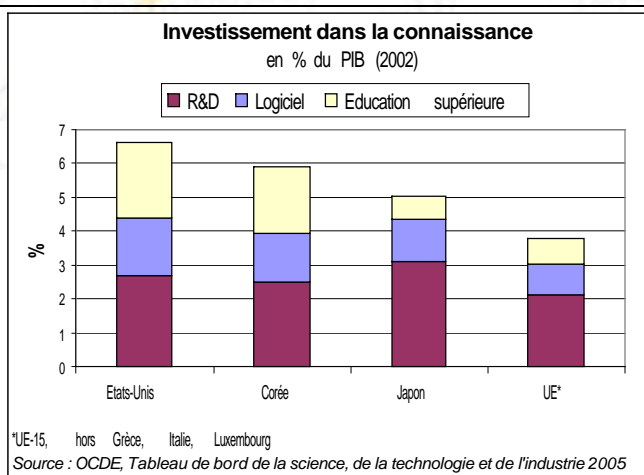
La liberté de mouvement instituée par l'Union européenne a conduit effectivement à une plus grande mobilité des personnes, mais il reste encore diverses barrières administratives à lever.

Les pays se font concurrence pour **attirer les meilleurs étudiants** du monde entier. Ils le font pour un certain nombre de raisons. La première est d'augmenter la compétitivité et le prestige de leurs universités, et ainsi d'attirer plus de fonds. La concurrence ouvre de nouveaux marchés pour les services d'éducation, tels que l'off-shore et la formation en ligne. La seconde raison est que les pays veulent attirer les personnes compétentes et de talent. Les étudiants passeront finalement dans les laboratoires et dans les entreprises, que ce soit sur le marché domestique ou dans leurs filiales à l'étranger. Dans tous les cas, ces étudiants seront plus ouverts aux réalités internationales, aux langues et aux cultures.

Peu de gens, probablement, ont conscience que l'Europe dans son ensemble attire plus d'étudiants étrangers que les Etats-Unis. Elle attire moins d'étudiants asiatiques mais beaucoup plus d'étudiants venant d'Afrique. Beaucoup d'Américains et de Canadiens aiment venir étudier en Europe. En règle générale, les étudiants étrangers se sentent à l'aise en Europe car ils y trouvent un environnement varié et dynamique.

Ces résultats ne tiennent pas compte de la mobilité intra-européenne des étudiants, laquelle résulte principalement de programmes d'échanges organisés par l'Union européenne, tels qu'Erasmus, programme désormais ouvert aux non Européens (Erasmus Mundus).

III. Recherche et innovation



L'Union européenne fait partie des acteurs majeurs des avancées scientifiques, des prouesses technologiques et de l'éducation supérieure. Cependant, les **investissements de l'Europe en R&D, logiciel et éducation supérieure** sont relativement peu intensifs quand on les rapporte au PIB.

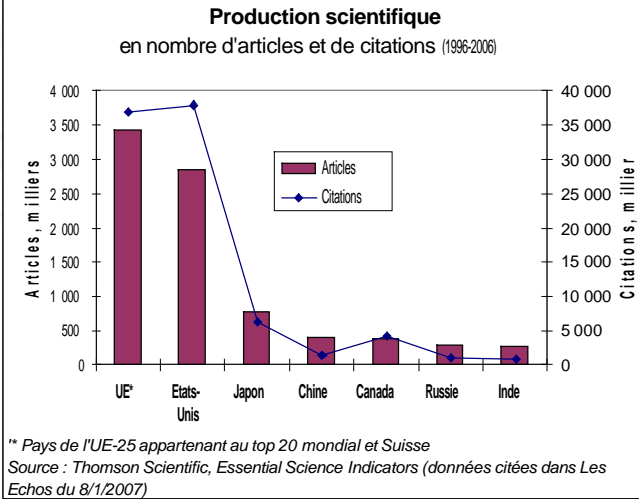
Tous les pays européens – y compris les récents pays membres – cherchent à élever leurs performances. Dans le but d'atteindre les objectifs de l'agenda de Lisbonne – récemment revus et mis à jour – l'Union européenne prend de nouvelle mesure pour accélérer le développement de l'économie de la connaissance. Les Européens ont bien conscience que l'apprentissage et l'éducation tout au long de la vie ne constitue pas un simple « terrain de jeu » pour les universités d'élite et les meilleures écoles de commerce et de management, mais bien un défi à relever pour tous ceux qui veulent investir dans leur propre capital humain.

Les ressources en recherche et en innovation sont de puissants moteurs de l'investissement étranger. L'Europe est un joueur important en ce domaine, devancé seulement par les Etats-Unis. Le Tableau de bord de la recherche industrielle 2006 montre que les 1 000 premières entreprises de l'Union européenne ont accru leurs dépenses en R&D de 5,3% en moyenne durant l'année 2005.

L'espace européen de la recherche est déjà une réalité tangible pour les investisseurs. Il résulte de la succession des programmes cadres de la communauté européenne pour des actions de recherche et de développement technologique, des grands projets internationaux de R&D et des travaux d'institutions telles que Galileo, ITER, le CERN, l'Agence spatiale européenne ou EADS.

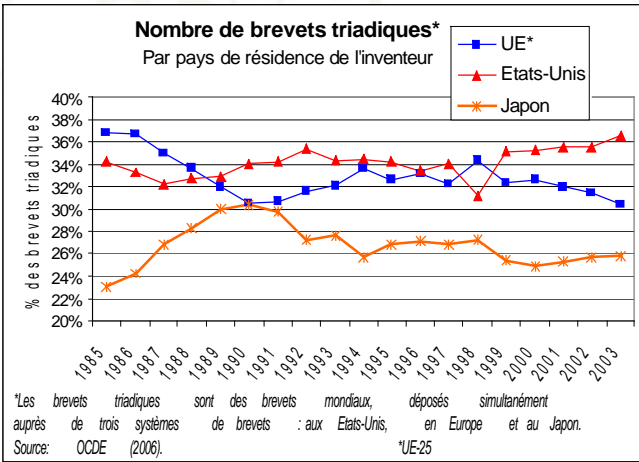
L'investissement étranger dans des centres de R&D fait l'objet de l'attention de tous les pays, y compris les nouveaux états membres. Les filiales étrangères contribuent déjà dans une proportion significative à la R&D des pays hôtes comme à celle des pays d'origine des investissements.

Quand elles investissent dans des centres de R&D, les entreprises étrangères s'attendent à trouver un environnement coopératif. Un indicateur de coopération entre secteur public et entreprises est **la part de la R&D des entreprises financée sur fonds publics**. Les chiffres montrent que les investisseurs peuvent en effet compter sur le soutien des gouvernements européens pour favoriser leurs efforts de recherche. La part de la R&D privée financée par une aide de l'État est plus faible en Europe (8%) qu'aux Etats-Unis (10%), en particulier dans la défense, mais est beaucoup plus élevée que dans la plupart des autres régions ou pays. De plus, l'Union européenne fait mieux que les Etats-Unis dans un autre indicateur, la part de la recherche publique financée par les entreprises : 6% en Europe contre 3% aux Etats-Unis selon l'OCDE.



L'Europe est la locomotive mondiale pour la **production scientifique**, mesurée par le nombre d'articles publiés. Les Etats-Unis sont par contre en tête en termes de nombre de citations, ce qui pour une part reflète la réputation de ses revues scientifiques.

L'Union européenne, les Etats-Unis et le Japon produisent ensemble environ 80% des articles scientifiques publiés dans le monde. Aujourd'hui, la Chine devance la Russie et l'Inde. L'Union européenne a une position relativement forte dans la recherche médicale, tandis que les Etats-Unis ont de meilleures performances en biologie fondamentale. La Chine est plus spécialisée dans la chimie et la physique, tandis que la Russie se spécialise en physique et l'Inde dans la chimie.

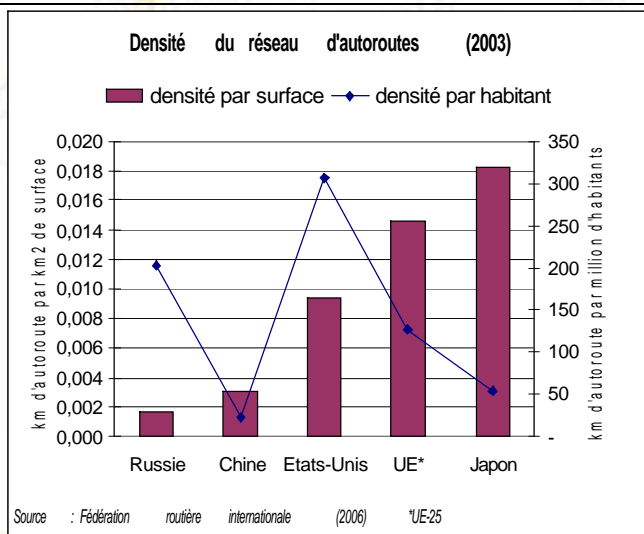


La compétitivité de l'Europe en termes de **brevets** est parfois sous-estimée à cause de biais statistiques dans les comparaisons internationales. Les récents travaux de l'OCDE sur les « brevets triadiques » montrent une image plus équilibrée. Les brevets triadiques sont les brevets déposés simultanément auprès de trois offices de brevets : l'Office européen des brevets (OEB), l'Office japonais des brevets et, aux Etats-Unis, le *US Patent & Trademark Office*. Ces brevets ont une valeur élevée sur les marchés mondiaux et peuvent donc être qualifiés aussi de brevets mondiaux.

L'Europe et les Etats-Unis déposent, en longue période, des nombres similaires de brevets mondiaux. Les Etats-Unis ont pris de l'avance sur l'Europe ces dernières années, mais l'écart ne devrait pas être surestimé et peut être inversé comme c'est arrivé au début des années 90.

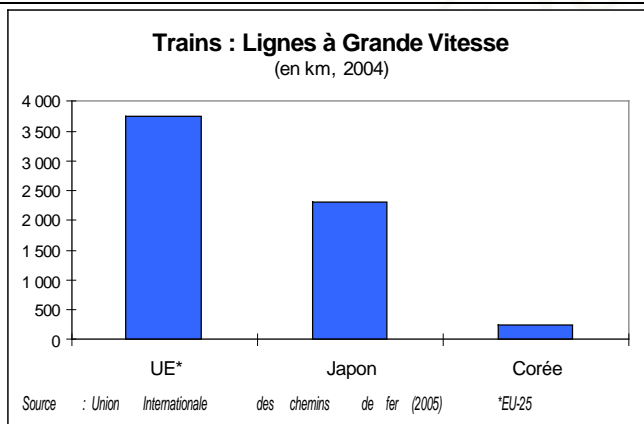
Les produits et les procédés innovants ne se traduisent pas toujours en brevets. L'enquête européenne sur l'innovation, sous l'égide d'Eurostat, a montré que l'innovation est très largement répandue parmi les entreprises européennes, en particulier parmi les PME. Malheureusement, on ne dispose guère de comparaisons avec les pays non européens.

IV. Infrastructures



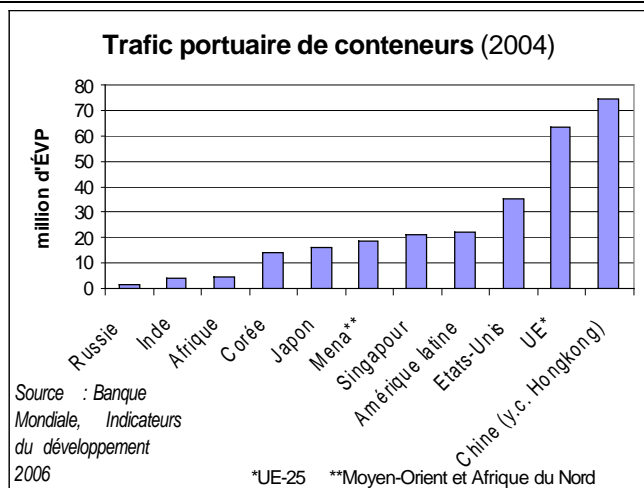
L'évaluation de la qualité et de l'adaptation globale d'un réseau de transport doit surmonter un grand nombre de difficultés et nécessite un volume d'études considérable. La densité adéquate des **autoroutes** dépend de la distribution de la population sur le territoire et d'autres paramètres géographiques. Néanmoins, la construction et l'entretien d'un réseau étendu d'autoroutes reste toujours un défi, même pour les pays développés.

Le réseau autoroutier européen est réputé pour la qualité de sa planification et le professionnalisme de son entretien. L'indicateur « autoroutes » suggère que ce réseau permet effectivement à toutes les entreprises localisées dans un pays européen d'atteindre aisément tous les clients en Europe. Le réseau paneuropéen est la colonne vertébrale des entreprises de logistique européennes dont certaines figurent parmi les leaders mondiaux de cette activité.



Le réseau ferroviaire trans-européen de **lignes à grande vitesse** (c'est-à-dire capables de supporter des convois roulant à plus de 250 km/h) est encore en cours de déploiement. Mais dans plusieurs pays de l'Union européenne, les principales villes sont déjà reliées plus étroitement par les TGV – un exemple de distances naturelles surmontées par la technologie. De plus, le développement de lignes à grande vitesse conforte les objectifs environnementaux de l'Union européenne.

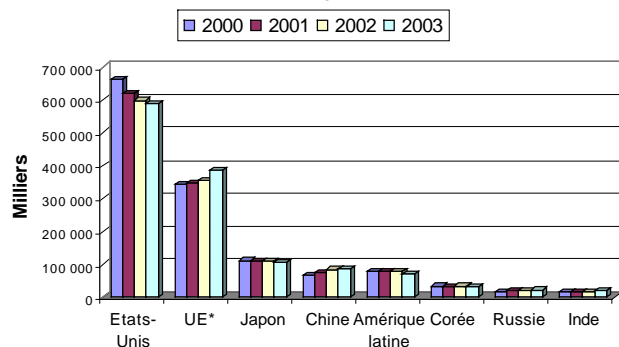
Seul le Japon est en mesure de rivaliser avec l'Union européenne grâce au Shinkansen, son propre réseau de trains à grande vitesse. A ce jour, les Etats-Unis n'ont que peu investi dans ce moyen de transport. En Chine, un train à lévitation magnétique est opérationnel à Shanghai.



La qualité globale du réseau de transport ferroviaire européen est reconnue dans le monde entier, et l'Europe est un exportateur important de technologie en ce domaine.

Des ports maritimes géants accompagnent la croissance asiatique tirée par l'exportation, particulièrement en Chine continentale, à Hongkong et à Singapour. Le **trafic portuaire de conteneurs** (essentiellement composé de marchandises de moyenne à haute valeur ajoutée) est l'un des indicateurs privilégiés de la croissance économique. En conséquence, la Chine est le leader attendu, du fait de l'extraordinaire croissance de ses exportations. L'Union européenne occupe le second rang, devant les Etats-Unis. L'importance des ports européens de conteneurs reflète leur rôle dans les exportations européennes et l'acheminement des marchandises dans les marchés internes à l'Union.

Transport aérien :
Nombre de passagers transportés



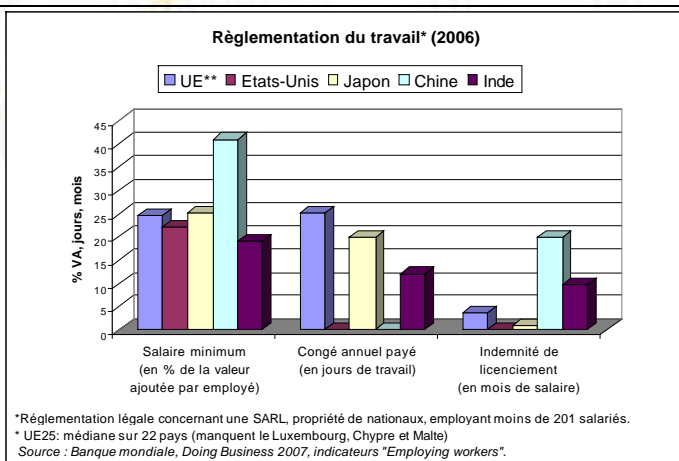
*UE-25

Source : Organisation internationale de l'aviation civile (OACI, mise à jour Mai 2006)

C'est aux Etats-Unis que se trouve le plus grand marché du **transport aérien**. Les distances que les gens doivent parcourir et les conditions moins favorables des infrastructures ferroviaires sont des éléments qu'il faut prendre en considération quand on compare les plateformes aéroportuaires des Etats-Unis avec l'Europe ou le Japon.

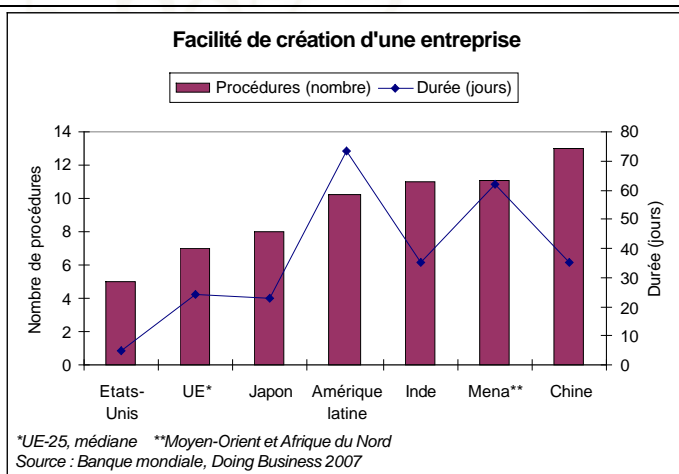
Le transport aérien n'a pas cessé de se développer en Europe, malgré les conséquences des attentats du 11 septembre 2001, et le nombre de passagers transportés est plus grand qu'en Asie. En Chine, le nombre de passagers aériens est encore très réduit si on le rapporte à l'énorme population du pays, mais il augmente chaque année. Et au total, les déplacements aériens y sont déjà presque aussi nombreux qu'au Japon.

V. Environnement administratif



La réglementation du travail diffère d'un pays européen à l'autre, mais ces différences internes paraissent relativement peu importantes dans une comparaison avec le modèle américain.

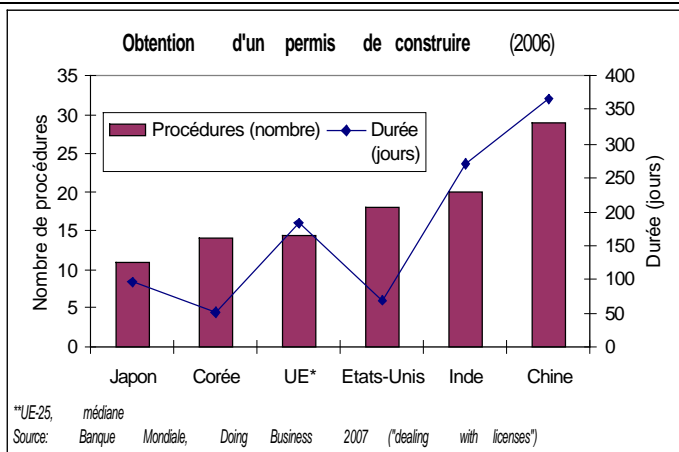
Difficulté à l'embauche : sous ce terme la Banque mondiale désigne, entre autres, le niveau du salaire minimum légal. Bien qu'il soit élevé dans certains pays européens, il paraît correspondre assez bien à une productivité plus élevée par employé. Relativement à la valeur ajoutée créée, c'est en Chine que le salaire minimum serait - curieusement - le plus élevé.



Rigidité des heures travaillées et coût des licenciements :

Les différences entre l'Union européenne et les Etats-Unis sont plus importantes concernant le coût des licenciements et les droits à congés payés (assimilés par la Banque Mondiale à une rigidité des horaires). La plupart des pays européens ont effectivement des réglementations publiques nationales en ces domaines, tandis qu'aux Etats-Unis ni le gouvernement fédéral ni les états n'interfèrent dans les contrats privés entre employeurs et employés. Cependant, 75% des salariés américains du secteur privé bénéficient d'un droit à congés, payés ou non, inscrit dans le contrat de travail avec leur entreprise. En conséquence, les pratiques européennes ne constituent pas une surprise aux yeux de la plupart des investisseurs américains.

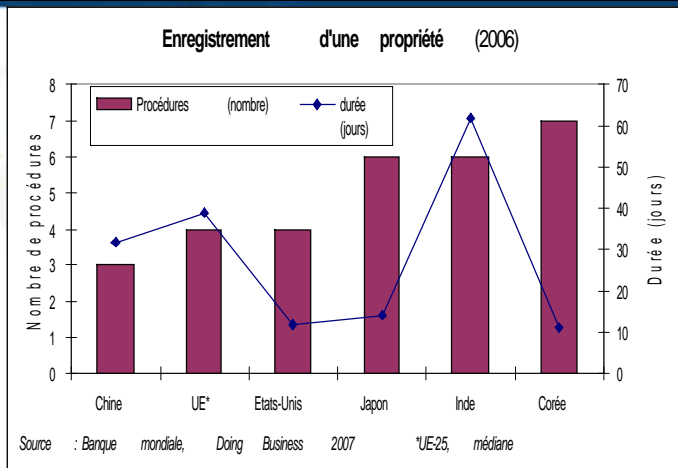
La création d'une entreprise est plus facile en Europe que dans la plupart des autres parties du monde, à l'exception des Etats-Unis.



Néanmoins, de nouvelles réformes sont en cours et les pays membres de l'Union européenne favorisent l'entrepreneuriat en rendant constamment plus facile la création d'entreprise, élément clé pour créer plus de richesses et d'emplois.

Le rapport *Doing Business* de la Banque Mondiale examine également les **procédures nécessaires à l'obtention d'un permis de construire**. La signification de cet indicateur est en fait différente d'un pays à l'autre. Mais on comprend qu'il soit important, par exemple pour une entreprise qui souhaite faire construire un nouveau site de production ou son futur siège social. La Banque considère qu'il existe un équilibre à trouver entre la sécurité apportée par la réglementation et le coût qu'elle génère pour l'entreprise.

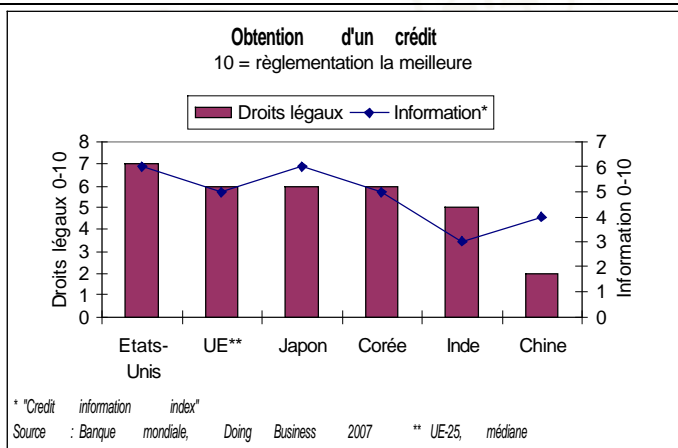
Le nombre de procédures nécessaires pour remplir les obligations légales est relativement petit dans la plupart des pays européens, tandis que le temps passé sur ces procédures dépend beaucoup des situations locales.



L'enregistrement d'une propriété est généralement simple en Europe. Dans la moitié des capitales européennes, moins de quatre procédures d'enregistrement sont exigées – pas plus qu'à New York par exemple.

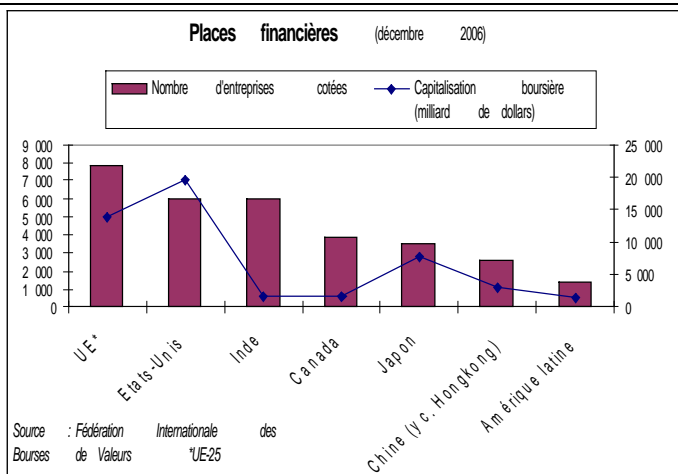
Malgré tout, enregistrer une propriété prend plus de temps en Europe que dans la plupart des autres pays développés. L'Union européenne et les pays membres prennent par conséquent de nouvelles mesures pour diminuer la bureaucratie et réduire les délais d'enregistrement.

Il est facile d'obtenir un crédit dans l'Union européenne. Les États membres offrent un excellent niveau moyen de protection à la fois pour le prêteur et l'emprunteur. Et l'équilibre entre les droits des deux parties donne aux créanciers la sécurité dont ils ont besoin pour prêter à de justes conditions, ce qui assure un accès facilité au crédit pour les emprunteurs, spécialement les PME.



Une autre dimension du crédit est l'accès au capital-risque. Les enquêtes montrent que le secteur du capital risque se développe très rapidement en Europe.

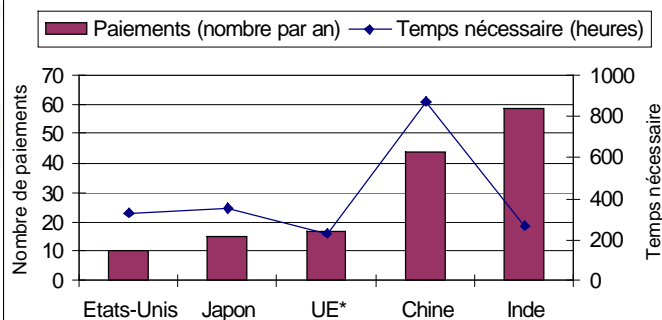
L'Union européenne offre une remarquable diversité du secteur financier parce qu'elle a plusieurs places financières importantes. La forte concurrence entre les centres financiers crée les conditions idéales pour la cotation des entreprises, y compris les entreprises plus petites, et pour profiter de toute la gamme des financements.



En comparaison avec Wall Street, les centres financiers sont plus petits mais plus nombreux et répartis entre plusieurs pays. Un avantage est que plus d'entreprises sont cotées en Europe qu'aux Etats-Unis, mais les bourses américaines ont une capitalisation supérieure à ce jour. L'Europe a besoin également d'améliorer ses bourses de valeurs dans la haute technologie pour rivaliser avec le NASDAQ.

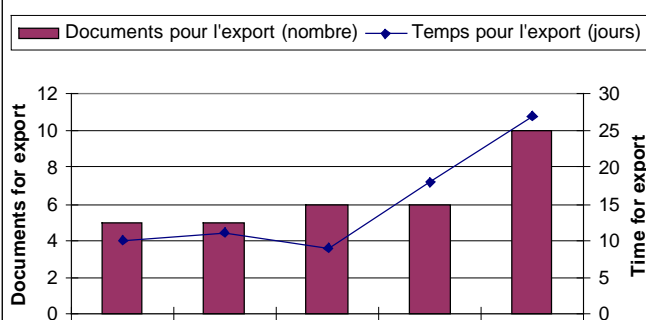
Les bourses sont entrées dans une période de consolidation, laquelle pourrait voir aboutir des rapprochements paneuropéens, transatlantiques, voire mondiaux.

Paiement des impôts (2006)



Source : Banque mondiale, Doing Business 2007 *UE-25, médiane

Procédures douanières à l'export (2006)



Source : Banque mondiale, Doing Business 2007 *UE-25, médiane

Le paiement des impôts n'est dans aucun pays une opération très simple ; c'est même une charge administrative pour toutes les entreprises, petites et grandes. En Europe, il n'y a pas de système fiscal unique, bien que l'harmonisation des systèmes nationaux soit l'un des projets les plus ambitieux de l'Union européenne. A ce jour, seules les règles d'application de la TVA ont été harmonisées.

La diversité des systèmes fiscaux dans l'Union européenne renforce la concurrence entre les pays membres. Elle représente donc à la fois une complication et un avantage pour les investisseurs internationaux.

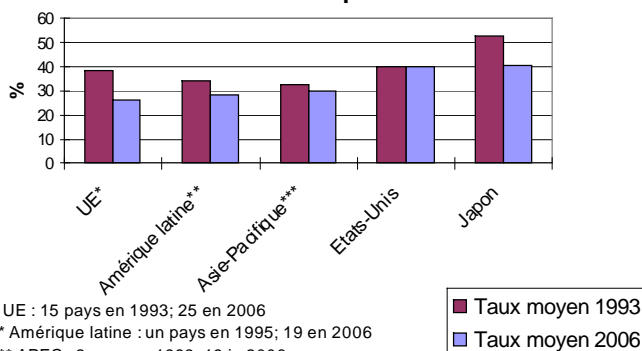
Au total, le bas niveau des taux suggère que l'organisation des systèmes fiscaux est efficace dans la plupart des pays européens. La situation a été encore améliorée ces dernières années par l'introduction du paiement sur Internet, ce qui en retour rend les processus de paiement des impôts moins pénibles.

Tous les pays s'efforcent de favoriser les exportations par la simplification des **procédures douanières**. Le nombre de documents exigés à l'exportation est similaire en Europe au Japon et aux Etats-Unis, mais dans les trois cas le temps nécessaire aux procédures pourrait encore être diminué.

L'Europe étant le champion de l'exportation, il n'est guère surprenant que les procédures soient en général assez simples : dans la majorité des pays membres, moins de cinq documents sont nécessaires. Cependant, la persistance d'écarts entre pays membres suggère que les progrès vers des règles unifiées de commerce se font à des vitesses inégales.

VI. Coûts et fiscalité

Taux nominaux de l'impôt sur les sociétés



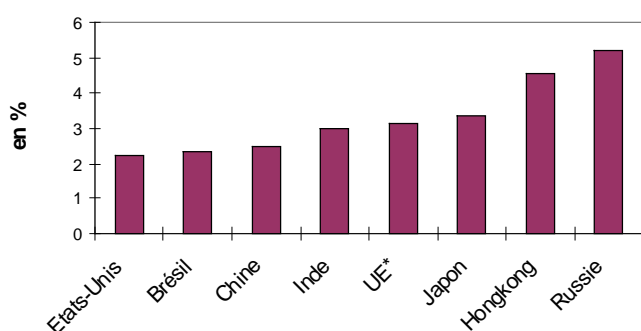
* UE : 15 pays en 1993; 25 en 2006

** Amérique latine : un pays en 1995; 19 en 2006

*** APEC : 2 pays en 1993; 19 in 2006

Source : KPMG, enquête 2006.

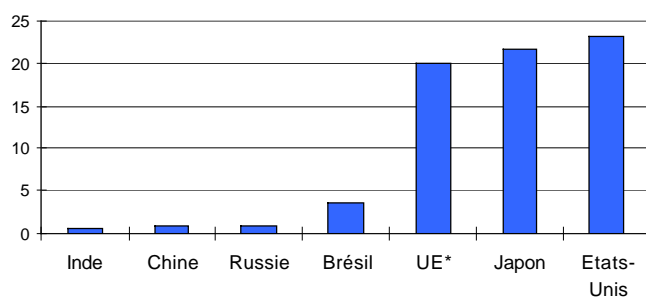
Prélèvements fiscaux sur les entreprises

- sur profits et plus-values -
en pourcentage du PIB (2004)

*UE-25, moyenne

Source : IMD (2006), d'après des données OCDE et de sources nationales

Salaire horaire ouvrier dans l'industrie manufacturière

Y compris charges sociales non obligatoires, en dollars
2005 ou année la plus récente disponible

Sources : IMD en ligne (mai 2006), Institut de l'Economie allemande de Cologne (2007)

*UE-25, médiane

Les taux nominaux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés sont relativement bas en Europe. En moyenne, ils sont plus bas en moyenne que dans d'autres régions et pays, en particulier plus bas qu'aux Etats-Unis. Entre 1993 et 2006, les taux ont baissé dans l'Union européenne – dans certains cas de façon spectaculaire – du fait de la compétition fiscale entre états membres pour attirer les entreprises.

Bien que la plupart des taux soient déjà bas, une série de réformes annoncées prévoient de les réduire encore et de simplifier les systèmes fiscaux. Ces réformes vont renforcer la rentabilité des investissements des entreprises, tout autant les européennes que les implantations étrangères.

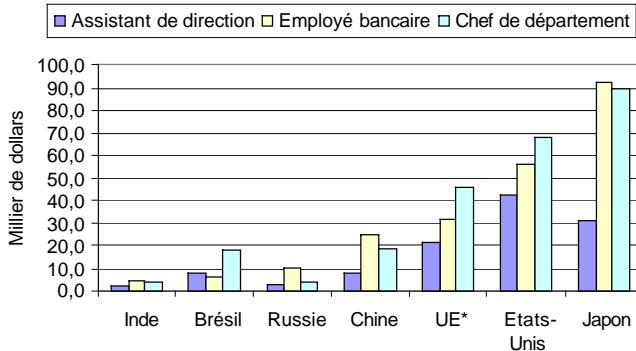
L'impôt sur les bénéfices n'est pas la seule charge fiscale qui pèse sur les entreprises. Il faut y ajouter divers impôts sur les revenus et les plus-values. D'autre part, il peut y avoir de grandes différences entre l'impôt estimé sur une base nominale et le prélèvement effectif qui dépend des bases imposables.

Du fait de toutes ces raisons, les prélèvements fiscaux effectifs sur les entreprises représentent toujours une part importante dans le PIB européen, moindre qu'au Japon mais bien au-dessus des niveaux américain, chinois ou indien. Cependant, depuis les dernières données disponibles (sur l'année fiscale 2004), la plupart des réformes fiscales en Europe ont visé à alléger le poids des prélèvements, tout en conservant l'équilibre budgétaire qui permette de financer les biens publics.

Les niveaux de salaires, en particulier dans l'industrie, sont loin d'être uniformes au travers l'Union européenne. Après les deux dernières vagues d'élargissement, l'Union européenne offre aux entreprises un large éventail de combinaisons coût-efficacité, avec des pays à bas coûts salariaux et des sites à coûts élevés mais de haute valeur ajoutée.

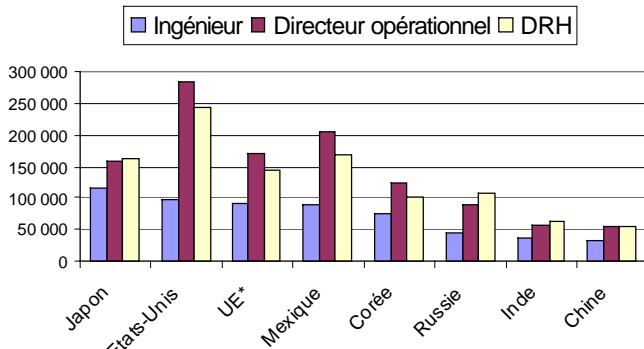
Même l'ALENA n'offre pas un spectre si large de rémunérations. Les plus bas niveaux européens du salaire ouvrier est comparable à la moyenne des salaires brésiliens. Les niveaux élevés de rémunération dans certains pays européens occidentaux peuvent dépasser les niveaux américains. Cependant, ces hauts niveaux de rémunération dans certains pays membres ne les empêchent nullement d'être compétitifs sur le marché mondial, car ils vont de pair avec une productivité très élevée. Pour cette même raison, certains pays membres de l'Union européenne ont à la fois de très hauts revenus et un taux de chômage très bas.

Rémunérations dans les activités de services (2003)



*UE-25 hors Chypre, Lettonie, Lituanie, Malte
 Source : UBS, par IMD en ligne (2006)

Rémunération des cadres (2005, US\$)



*UE-25, médiane
 Source : CC&T et sources nationales (par IMD en ligne, mise à jour Mai 2006)

La **rémunération dans les activités de services** a une double signification : des coûts du travail relativement bas sont attractifs pour les entreprises positionnées sur les coûts ; des rémunérations élevées sont attractives pour les expatriés et pour les entreprises plus soucieuses de qualité et de valeur ajoutée.

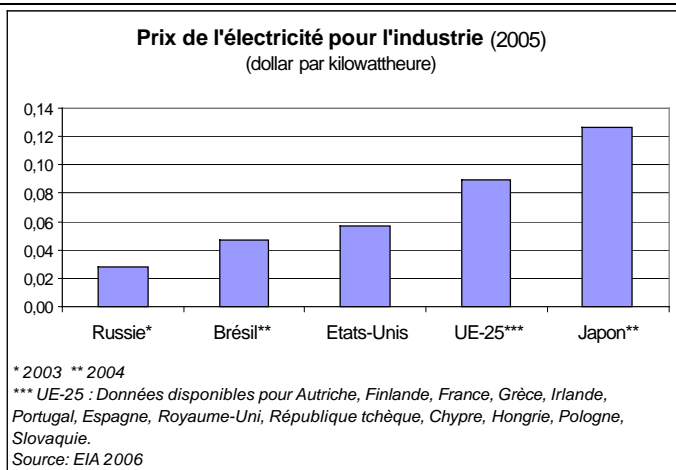
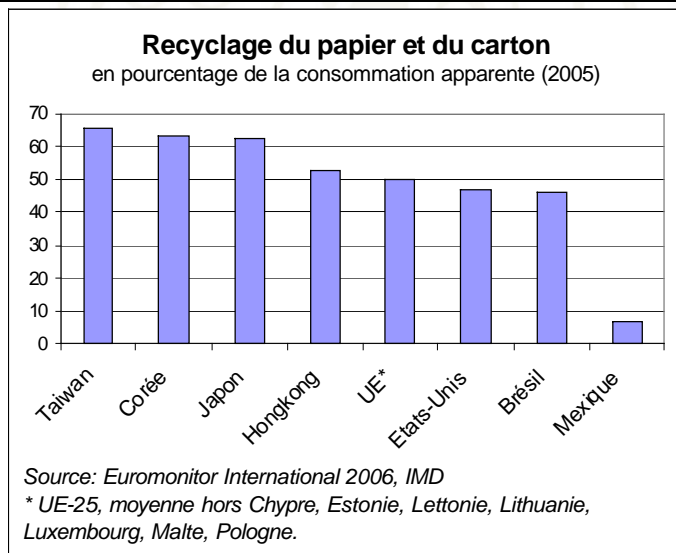
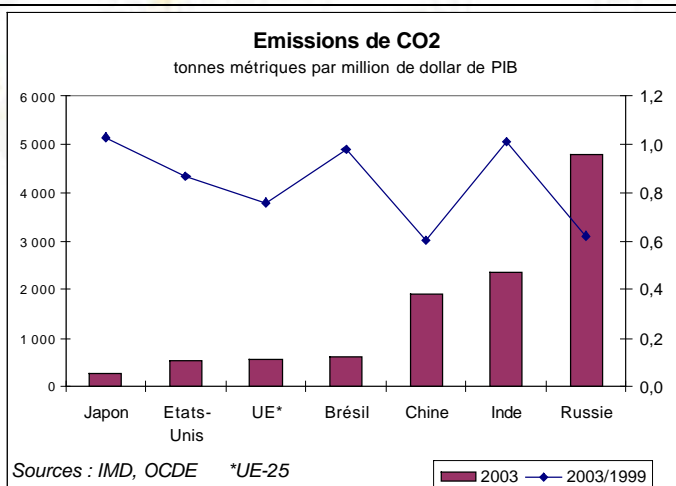
Les tendances dans le secteur des services en croissance continue sont semblables à ce qui est observé dans l'industrie. Des qualifications toujours plus élevées enchérissent les ressources humaines. Comme le personnel qualifié devient une ressource rare, il devient d'autant plus cher.

Les rémunérations des professions de services sont relativement basses dans l'Union européenne, ce qui fait que l'Europe est une localisation très compétitive pour les investissements en ce domaine. Bien entendu, l'Union européenne élargie offre, comme dans l'industrie manufacturière, une large palette de combinaisons coût-efficacité.

La **rémunération des cadres d'entreprise et des managers**, y compris les primes et intéressements, est très variable selon les pays. Les niveaux sont particulièrement élevés aux Etats-Unis mais présentent quelques similarités en Europe, au Japon et au Mexique. Dans le cas paradoxal du Mexique, les rémunérations très élevées des cadres et des dirigeants sont probablement une conséquence de la fuite des cerveaux vers le voisin américain.

Les écarts internationaux de rémunération sont moins flagrants en ce qui concerne les ingénieurs. Les échelles de salaire des ingénieurs sont conformes au niveau de développement économique et au coût de la vie dans les différents pays. A travers les deux dernières vagues d'élargissement, l'Union européenne est devenue une union entre pays à différents stades de développement. Cela peut expliquer pourquoi, dans la moitié des pays membres de l'Union européenne, les rémunérations des ingénieurs sont significativement plus basses qu'au Japon ou aux Etats-Unis.

VII. Energie et développement durable



Les entreprises sont de plus en plus attentives aux risques et aux opportunités des **émissions de gaz à effet de serre**. L'énergie et le développement durable sont des éléments pris en considération dans les choix de localisation des investissements, car les contraintes environnementales et d'accès à l'énergie sont en train de créer de nouveaux marchés et de nouvelles technologies intéressantes pour les investisseurs étrangers. Du point de vue de l'attractivité économique, le respect des objectifs de Kyoto implique un savoir-faire spécifique, une image de pays et d'entreprises qui ont le souci de l'environnement, des producteurs et des fournisseurs « propres », et donc de nouveaux marchés.

L'Union européenne promeut activement les technologies qui s'opposent au réchauffement de la planète. Les pays membres ont des stratégies différentes, en particulier concernant le rôle de l'énergie nucléaire, mais ils se sont tous mis d'accord pour réduire de façon significative les émissions de gaz à effet de serre en utilisant des technologies à faible teneur en carbone. Les plus anciens membres de l'Union (l'UE-15) ont déjà un des taux les plus faibles d'émission de CO2 par unité de production. Les nouveaux pays membres émettent encore beaucoup plus de CO2 mais font des progrès très rapides sur la voie des objectifs fixés. Au global, l'Union européenne émet plus de CO2 que les Etats-Unis mais progresse plus rapidement.

Les activités de recyclage constituent un bon exemple de nouveaux marchés, de nouvelles organisations de la production et de technologies environnementales. Les investisseurs internationaux trouveront en Europe un marché en pleine expansion, un cadre public des affaires transparent et des technologies à la pointe du progrès. L'Europe est bien positionnée sur l'un des rares indicateurs disponibles au niveau international : le recyclage du papier et du carton. Elle fait nettement mieux que les Etats-Unis et bien sûr mieux que la plupart des pays moins développés. Cependant, certains pays développés d'Asie obtiennent de meilleurs résultats que l'Union européenne considérée dans son ensemble.

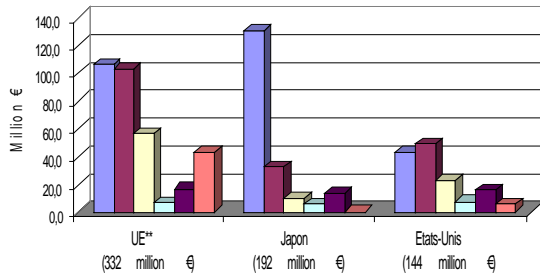
La sécurité de **l'approvisionnement énergétique** de l'Europe et la préparation de l'après-pétrole constituent des défis majeurs. Les investisseurs internationaux doivent être assurés qu'ils trouveront en Europe une énergie en quantité suffisante, fiable et à des prix compétitifs. L'électricité est une source vitale d'énergie pour de nombreuses activités industrielles et de services. Les pays européens ont subi des augmentations importantes des coûts de l'électricité, mais cependant moins que dans d'autres régions du monde.

En Europe l'accès à l'électricité est fiable, en ce sens que les pannes de courant et les microcoupures y sont rares. Ceci offre un environnement de travail sûr et efficace aux industries du high-tech et du logiciel.

R&D sur les énergies renouvelables*

Budgets moyens sur les années 2000-2004

■ photovoltaïque ■ bioénergie ■ éolien ■ océan ■ géothermie ■ hélo concentration



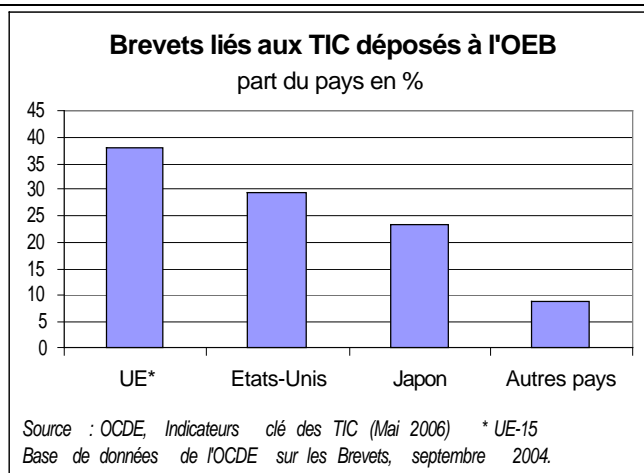
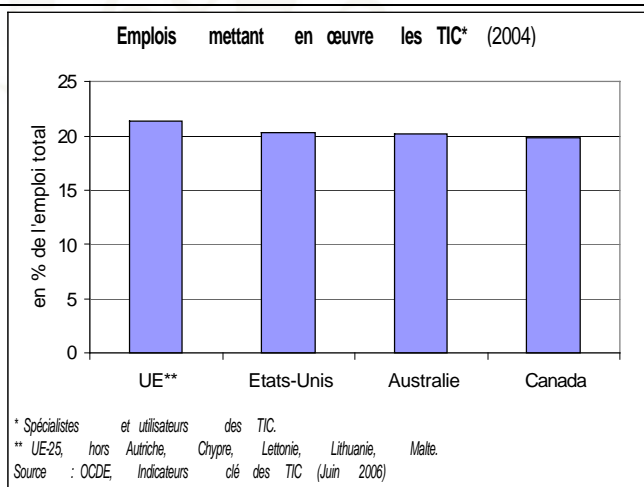
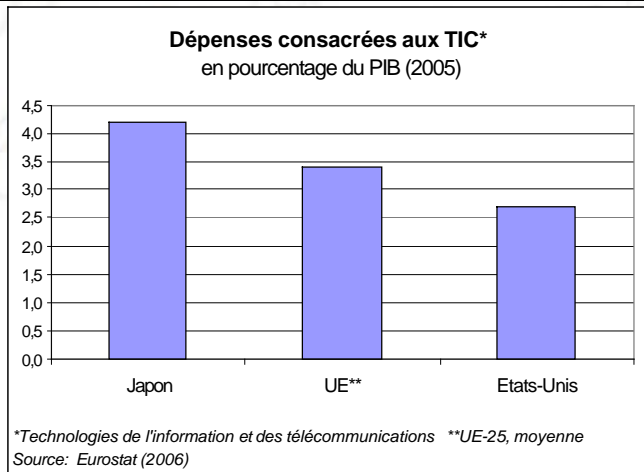
* Hors nucléaire **UE-25, budgets nationaux et de la Commission européenne
Source: Commission européenne (2006)

L'Union européenne est fermement engagée dans la recherche sur les énergies renouvelables. Le budget combiné de la Commission et des États membres est nettement supérieur à ceux des États-Unis et du Japon, un fait insuffisamment connu.

Le portefeuille de recherches en cours, hors nucléaire, couvre largement les technologies d'avenir telles que les panneaux photovoltaïques ou de concentration de l'énergie solaire, la biomasse, l'énergie des vents et des marées, la géothermie.

Ces efforts de recherche aideront à assurer la transition vers un futur d'énergies renouvelables et sans effet de serre.

VIII Internet et TIC



Contrairement aux idées reçues, les pays européens ont des niveaux élevés de **dépenses consacrées aux TIC**. L'Union européenne dépense environ 3,5% de son PIB en investissements et consommations en technologies de l'information et des télécommunications. C'est moins qu'au Japon mais plus qu'aux Etats-Unis. Etre un des leaders pour les investissements en TIC favorise la recherche et l'innovation.

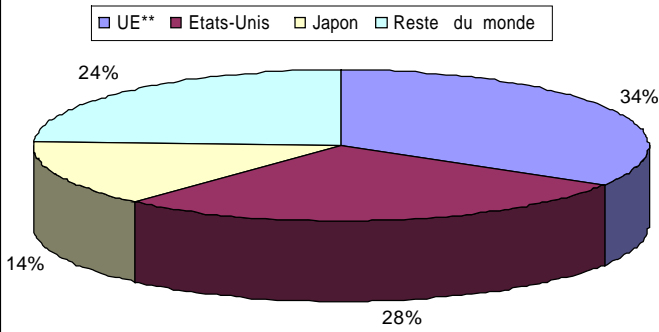
Les pays occidentaux de l'Union européenne bénéficient d'un des taux les plus élevés d'**emplois mettant en œuvre les TIC** (22% en moyenne dans l'UE-15), tandis que les nouveaux pays membres font des progrès rapides. Tout ceci rend plus faciles l'implémentation de projets innovants.

Même en tenant compte de ces écarts entre pays membres, l'Union européenne élargie devance des pays tels que les Etats-Unis, le Canada ou l'Australie pour la disponibilité de travailleurs aptes à mettre en œuvre les nouvelles technologies (21% contre 20% dans ces trois pays). La Commission européenne et les Etats membres insistent tous sur cet aspect de la compétitivité dans leur politique d'innovation et prennent de nouvelles mesures pour renforcer sans cesse les qualifications de la main-d'œuvre.

L'Union européenne mène la danse pour le nombre de **brevets liés aux TIC** déposés à l'Office européen des brevets (OEB). Le nombre de brevets liés aux TIC augmente rapidement et la plupart de ces brevets sont déposés par des inventeurs européens. L'Union européenne compte pour 40% du total, ce qui est significativement plus que les Etats-Unis ou le Japon. Par exemple, Skype, le célèbre service de téléphonie sur IP a été inventé en Europe.

Environ 7% de tous les brevets déposés à l'OEB résultent d'une recherche collaborative, principalement avec les Etats-Unis et entre partenaires de l'Union européenne. Selon le *rapport de l'OCDE sur la Science, la Technologie et l'Industrie*, les brevets sont concentrés dans un petit nombre de régions à l'intérieur des pays. La moitié des brevets enregistrés dans les pays développés provient de 10% de leurs régions : l'innovation exige des inputs (par exemple du capital physique) et des infrastructures (par exemple des laboratoires) qui ont tendance à être plus concentrés que les forces de travail qualifiées. C'est pourquoi les pôles de compétitivité fleurissent dans toute l'Europe.

Marché mondial des TIC* par région, 2006



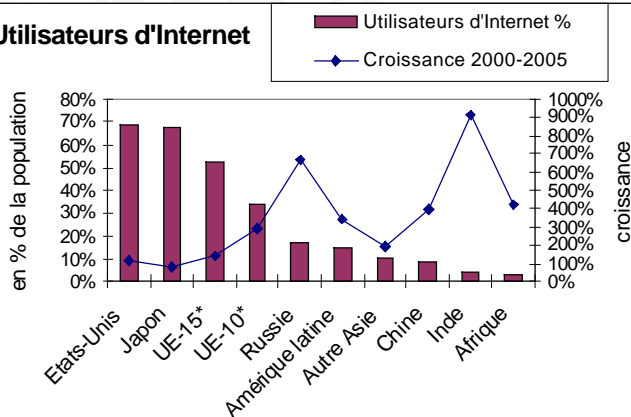
* Produits et services liés aux technologies de l'information et des télécommunications ** UE-25
Source: EITO 2006

Le **marché des TIC** est en Europe plus étendu que dans les autres régions et pays. Il vaut plus du double qu'au Japon et compte pour environ le tiers du marché mondial.

De façon plus détaillée, le marché des technologies des télécommunications est beaucoup plus grand (31% en Europe contre 20% aux Etats-Unis), tandis que le marché des technologies de l'information est plus petit (35% contre 37%). En général, on peut affirmer que le marché européen est hautement développé et attractif car il est prompt à adopter les produits nouveaux.

La croissance du nombre d'**utilisateurs d'Internet** durant ces cinq dernières années a été étonnante. Les niveaux de pénétration dans l'UE-15 sont déjà élevés et sont en train d'effacer l'écart avec les Etats-Unis. L'utilisation d'Internet dans les nouveaux pays membres de l'Union européenne est moins répandue, mais les taux de croissance sont élevés, comparables au taux de croissance en Chine par exemple.

Utilisateurs d'Internet

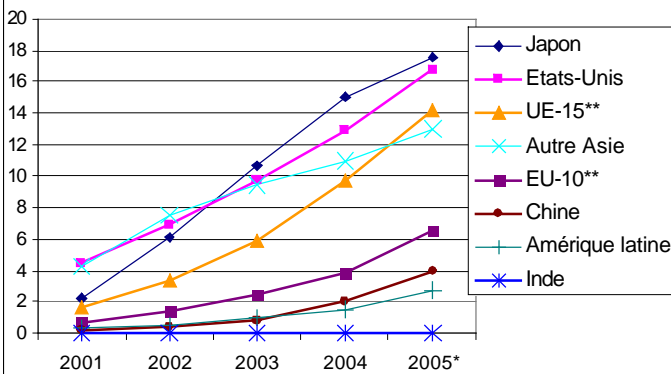


* UE-15 : partie occidentale de l'Union européenne
* UE-10 : nouveaux membres, hors Roumanie et Bulgarie.
Source : Nielsen/Netratings (Internet World Stats) au 31 Mars 2006

L'**Internet haut-débit** a des effets très étendus sur l'économie. Il accélère la diffusion générale d'Internet et permet de nouveaux services, comme la voix sur IP, la télévision par câble ou par ligne ADSL.

L'UE-15, les Etats-Unis et le Japon sont les trois économies de tête en ce qui concerne la pénétration de l'Internet haut-débit. Les autres pays d'Asie, hors Chine, ne sont pas loin derrière mais ont perdu globalement leur position de leaders qu'ils occupaient il y a quatre ans. A l'intérieur de ces grands regroupements régionaux, la Corée et l'Islande se détachent et occupent à tour de rôle la première place mondiale. La Chine, les nouveaux pays membres de l'Union européenne et l'Amérique latine sont encore loin derrière mais progressent très vite. Etant données ces tendances, et si l'on raisonne en nombres d'abonnés au haut-débit plutôt qu'en proportions, la Chine devrait dépasser les Etats-Unis au cours de l'année 2007.

Pénétration de l'Internet haut-débit
Abonnés pour 100 habitants

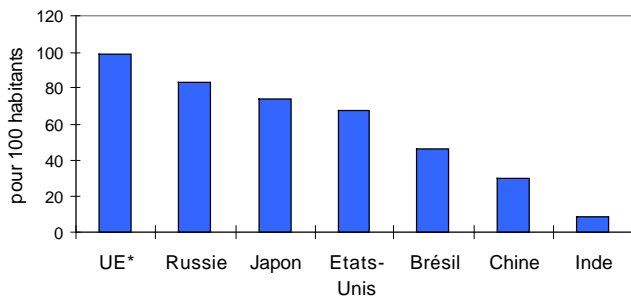


* décembre 2005 ** moyenne pondérée Sources : OCDE, UIT, IMD

En Inde, l'Internet haut-débit est très peu développé et le nombre d'utilisateurs ne semble pas augmenter de façon visible. Cette faible performance de l'Inde dans le haut-débit est curieuse, étant donné les prouesses de son secteur de services et la délocalisation dans les principales villes indiennes de nombreux services partagés. Ceci pourrait entraîner des difficultés structurelles pour attirer les investissements qui seront de plus en plus basés sur le haut-débit.

Fin 2006, un certain nombre d'opérateurs européens de l'Internet et des télécommunications ont annoncé qu'ils s'approprièrent à déployer rapidement un réseau Internet à très haut débit dans l'union européenne. Certains fournisseurs d'accès promettent d'établir des connexions par fibre optique directement au domicile des abonnés (FTTH) d'ici 2012.

Abonnés au téléphone mobile
(pour 100 habitants, 2005)



* UE-25, moyenne non pondérée des états membres de l'UE.
Source : UIT, Statistiques des TIC (2007)

Les Européens sont des utilisateurs enthousiastes du **téléphone mobile**. L'Europe a le plus grand nombre d'abonnés au téléphone mobile pour cent habitants au monde. Cependant, les taux d'abonnement par de nouveaux utilisateurs augmentent très rapidement en Chine, en Inde et d'autres marchés moins saturés.

Parmi les pays développés, et en particulier avec les efforts de l'Union européenne, les tarifs des appels passant entre opérateurs nationaux baissent rapidement et de nouvelles technologies comme les réseaux 3G créent de nouveaux services délivrés par l'intermédiaire des téléphones mobiles. Ainsi, le niveau élevé d'utilisation du téléphone mobile en Europe est une promesse de succès pour les nouvelles formes de e-commerce.